2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2,80 DH

Combat

SOCIALISTE

N° 52
VENDREDI 8 MAI

Il y a trente-cinq ans les nazis capitulaient

Pour une commémoration solennelle du 8 mai 1945

(PAGE 8)

LA DEMOCRATIE C'EST L'ALTERNANCE

La droite a confisqué le pouvoir. Elle s'y est maintenue par le mensonge et le chantage. Le rassemblement autour de François Mitterrand permet aujourd'hui le retour à la démocratie.

Giscard l'imposteur

L'OBLIGATION de changer de politique devient de plus en plus évidente pour un nombre croissant de Français. Mais la nécessité de chasser Giscard l'est tout autant. D'abord, parce qu'on ne changera pas de politique sans changer les hommes, mais aussi parce que le candidat sortant apporte chaque jour la preuve qu'il est indigne de la fonction qu'il occupe. On ne peut supporter à la tête de l'Etat un homme qui, en permanence, trompe volontairement ses concitoyens. Giscard a le droit d'avoir une vision de l'avenir autre que celle de François Mitterrand, il a le droit d'être le représentant des privilégiés contre le peuple, mais il n'a pas le droit de mentir.

Or, il ne fait que cela : quand il promet tout et n'importe quoi (mais on y est habitué); quand il déforme sciemment les propositions de François Mitterrand, truque les chiffres, assène les contre-vérités les plus énormes, comme il l'a fait, mercredi soir encore, à la télévision. Non, cela n'est plus tolérable.

Est-ce pour autant surprenant? Non point, car la droite nous a accoutumés à la malhonnêteté. Elle a toujours été et demeure prête à tout pour conserver son pouvoir et ses privilèges. Elle ne s'embarrasse pas alors d'honneur ou de dignité. Giscard ne fait que reculer les limites de l'infamie.

Il n'y a, au fond, qu'une seule question à l'issue de cette campagne électorale : est-ce que la moitié, au moins, du peuple français est pour toujours condamnée à l'exil intérieur? Est-ce que le peuple des travailleurs doit être à jamais exclu du pouvoir, empêché de se faire entendre, privé des moyens d'appliquer une politique qui ne serait plus celle du service exclusif des maîtres de l'argent?

Le mécanisme de la droite est simple : elle rejette de la communauté nationale les millions de Français qui font confiance au Parti communiste. Ceux-ci sont, à vie, frappés d'indignité nationale. Comme l'a dit mardi soir François Mitterrand, ils ne seraient bons qu'« *à produire, à travailler, à payer des impôts, à mourir dans les guerres* ». On veut ainsi briser le rassemblement de toutes les forces populaires et interdire à la gauche d'exercer la responsabilité du pouvoir.

Il n'y a pas de démocratie sans alternance. La permanence des mêmes gens au pouvoir sclérose la vie politique, empêche le changement, autorise la colonisation de l'Etat, de l'information, de la justice, conduit à la corruption. Et celle-ci va bien au-delà des joyaux d'Afrique.

Il faut changer. De politique. De président. De majorité. La droite, affolée, resserre ses rangs avant le verdict populaire. Mais nous pouvons gagner, à condition de mener, jusqu'au bout, la bataille de la vérité.

Sortons Giscard. Sortons le menteur.

Claude GAULT

NOTRE DOSSIER

LA «BEEF CONNECTION»

Les propositions socialistes pour assainir le marché de la viande

(PAGES 6 et 7)

L'épouse du dissident soviétique à *Combat socialiste*

Natalia Chtcharansky :



«Mon mari est en danger de mort»

(PAGE 9)

Le candidat de la gauche dans un foyer de jeunes travailleurs à Meaux

MITTERRAND : OUVRIR LA FRANCE A LA JEUNESSE



Climat d'espoir à Meaux (Seine-et-Marne) où François Mitterrand a annoncé douze mesures pour la jeunesse et la suppression de la vignette moto (voir nos informations page 3). (Photo AFP)

SPORT : TOUT SE JOUE DES L'ECOLE

Un entretien avec Jean Glavany, délégué national du PS

(PAGE 12)

Lettre ouverte à Brice Lalonde

« ON t'a aidé, on a voté pour toi, on a dit que t'étais le meilleur, on t'a trouvé très bon à la télé et, grâce à cette campagne, nos idées ont progressé autant dans nos têtes que dans celles des Français. Nous sommes, il faut le répéter, satisfaits et, en même temps, inquiets de devoir replonger dans l'ombre pour sept ans. Le temps de beaucoup détruire. Reste donc ce qui va se passer dimanche prochain. Je comprends ton souhait de laisser les écolos en paix pour faire leur second choix. Je comprends ton désir de ne pas les vendre au plus offrant et promettant. Mais...

» Mais, dimanche après-midi, je suis allé à la Porte de Pantin, voir et écouter Giscard et les giscardiens. Tu ne peux pas imaginer ce que c'était...

» Le festival commençait par la grande affiche du président avec *Oui au nucléaire* et *Non au Club de Rome*. Tout un programme ! A l'intérieur, on célébrait la croissance, la consommation, la bouffe sauvage, le gaspillage et la peur des autres.

» On y a glorifié le refus des différences, on s'est pâmé devant la France, fille bâtarde d'une courbe de croissance et d'un marchand d'armes. Tout ceux que nous redoutons, tous ceux que nous trouvons sur notre route quand il faut défendre un site, repousser une pollution, détourner une autoroute, éviter une centrale, sauver une rivière, ils étaient là à hurler « *Vive Giscard !* »

» De l'ordre, de la bagnole, du nucléaire, du formica, du poulet aux hormones, ils en exigeaient encore plus. Saoulés par l'ersatz de société giscardienne, ils en réclamaient une nouvelle et plantureuse ration. La France des beaufs qui nous insulte quand nous demandons une réglementation plus sévère de la chasse. La France qui a besoin d'un fusil pour se sentir exister. La France qui condamne le laxisme des mœurs et de l'école après avoir lu un bouquin porno.

» Je ne méprise pas, je constate. Brice, nous n'avons rien à voir avec cette France-là : la France des fausses satiétés, la France qui détruira et abîmera tout parce qu'on ne lui a rien appris d'autre.

» Nous ne pouvons pas *lui* redonner le pouvoir pendant sept ans, n'en serait-ce qu'une faible partie. Nous ne pouvons pas les laisser s'allier une fois de plus avec ce parvenu qui les méprise mais qui a besoin d'eux pour assurer l'avenir du monde industriel et technocratique qui l'a porté vers le pouvoir.

» Je comprends tes scrupules, tes hésitations, mais il faut sauver ce qui peut l'être et ne pas faire la politique du pire. Si tu étais venu avec moi dimanche dernier, tu te précipiterais vers les radios et les journaux pour expliquer que, non, vraiment, tu ne peux plus te retenir d'expliquer aux écolos qu'il faut tout faire pour mettre Giscard dehors.

» Ce qui permettra de discuter ferme avec Mitterrand. »

C. M. VADROT
journaliste, membre des Amis de la Terre

Avec qui Giscard pourra-t-il gouverner ?

Le seul programme électoral de Giscard : essayer de persuader électrices et électeurs que François Mitterrand président, c'est la soumission au PC, le collectivisme, la suppression des libertés.

Tous les discours de VGE et de ses lieutenants se cantonnent dans ces thèmes. Uniquement pour faire peur. Alors que la véritable peur des Français est de subir la politique passée pendant sept années supplémentaires. La preuve en est que le 26 avril, 72 % d'électeurs l'ont désapprouvé, ce qui, pour un président en exercice, est un échec grave.

Il demande à François Mitterrand avec qui celui-ci gouvernera, alors que la réponse est claire. Mais posons donc à Giscard la même question : avec qui pourra-t-il gouverner ? Reconduira-t-il M. Barre, gardera-t-il la même équipe ? Dans ce cas, ce ne pourra être que la même politique, celle qui nous a menés là où nous sommes.

Toute honte bue, il fait la lèche aux chiraquiens qu'il méprise depuis tant d'années et qu'il fera tout pour anéantir s'il est réélu. Il prétend maintenant qu'il tiendra compte dorénavant de ceux qui l'ont sanctionné, alors qu'il les a humiliés, écrasés, autant dans le pays qu'au Parlement. Depuis quatre ans, les chiraquiens lui demandent une autre politique, lui et Barre s'en sont gaussé, et maintenant il les suivrait ? Il changera de politique économique, sociale, étrangère ? Ce faisant, il avouerait que sa politique passée était mauvaise ; est-il prêt à un tel désaveu ?

Peut-on siéger à une table de gouvernement avec des gens qui vous ont accusé d'avoir fait preuve de faiblesse, de brader le rayonnement de la France, d'avoir manqué aux promesses, à la limite d'avoir menti ? Alors dissoudra-t-il l'Assemblée ou compte-t-il que Chirac se couchera ? Il se trouve dans une position inextricable qui ne présage rien de bon pour l'avenir de notre pays si, par malheur, il était réélu.

Et cet autre épouvantail à visée électorale : le collectivisme. Qui, en toute conscience, peut croire que François Mitterrand ne veillera en priorité au respect des libertés, et avant tout à la liberté d'expression, base de toutes les libertés, et de la justice, raison d'être de toute pensée socialiste ?

Non, tout cela n'est fait que pour piper les voix des naïfs. Non, Giscard n'est plus crédible.

Tout autre est la démarche de François Mitterrand. Son programme a maintes fois été exposé à l'audio-visuel et publié à des millions d'exemplaires. Et ceux qui prétendent qu'il n'en a pas ou qu'il est flou, ou bien ne se sont pas donné la peine de le lire, ou plus sûrement mentent à seule fin de propagande.

En vrai démocrate, François Mitterrand a honnêtement déclaré ce qu'il se proposait de faire, que son équipe était prête dès à présent, que, démocratiquement, il tiendra compte de l'Assemblée qui sortira du suffrage universel, avec, bien sûr, l'espoir que celle-ci aura une majorité de gauche.

D'ailleurs, s'il est élu président, la preuve sera faite qu'il disposera de cette majorité. Il n'est pas pensable que les électeurs se renient à sept semaines d'intervalle.

Alors, électrices, électeurs, comparez et choisissez en toute connaissance.

Alfred ZINS
Seine-et-Marne

Les mains parlent

Je vous écris pour vous raconter une anecdote qui me paraît très significative. Nous étions en train de distribuer des tracts dans un village de montagne. Je rencontre, devant une maison en construction, un maçon qui y travaillait. Je lui tends mon tract, il s'essuie les mains avant de le prendre. Je m'éloigne, et j'entends derrière moi : « *Il n'y a pas de problème pour moi. Mes mains, elles disent tout.* »

Cette simple phrase me semblait bien résumer le sens de notre combat et l'enjeu de la victoire, elle a renforcé mon espérance.

Christine THOREZ
Savoie

L'injustice et l'hypocrisie me répugnent

Les personnes âgées, dit-on, votent à droite, par peur du changement. Or les slogans ont la vie dure ! Alors, je suis l'exception qui confirme la règle. Pourquoi ?

Parce que tant à l'école laïque qu'à l'Eglise (je suis âgée de quatre-vingts ans depuis le 7 de ce mois et catholique pratiquante), on a inculqué à ma génération les principes de liberté, égalité, fraternité, mais aussi ceux de dignité et de probité.

Dans ma foncière droiture, je croyais que le candidat sortant n'aurait pas l'impudence de se présenter au suffrage des Français, après les divers échecs de son septennat et surtout à cause des scandales que chacun connaît. Mais n'ayons pas la cruauté d'insister sur le comportement d'un « croyant » (?) qui a transgressé les commandements de Dieu et de l'Eglise. Je suis indignée.

J'ai la plus grande répugnance pour l'injustice et l'hypocrisie. C'est pourquoi j'ai voté et je voterai à nouveau pour François Mitterrand.

Anonymat respecté

ENTREPRISE GENERALE DE TRAVAUX
•
BATIMENTS INDUSTRIELS ET COLLECTIFS

RABOT-DUTILLEUL

5, rue du Creusot, 59170 CROIX
Tél. (20) 98.08.08

MEMBRE DU GIREC

Agence ARRAS : 48, rue Roger Salengro 62223 Saint-Laurent- Blangy Tél. (21) 23 01 69.

Météo



Plus chaud

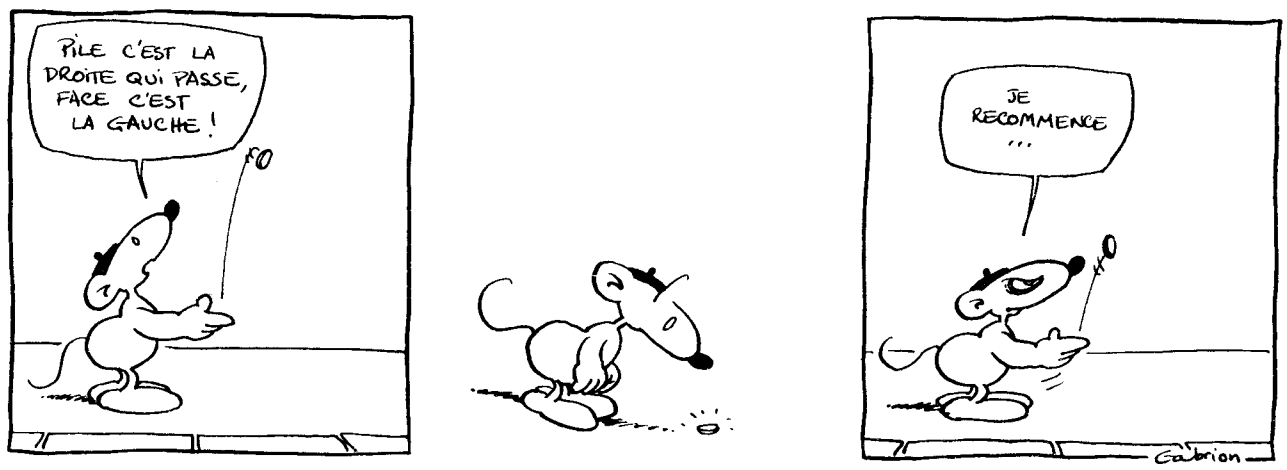
Sur les régions proches de l'Atlantique le ciel sera souvent très nuageux avec des possibilités d'orages. Cette aggravation gagnera la moitié ouest du pays en fin de journée.

Ailleurs, le temps sera chaud et ensoleillé, brumeux le matin dans le nord-est.

Le vent de sud-est sera assez fort sur les côtes bretonnes et sur celles du golfe de Gascogne.

Les températures maximales seront en hausse sensible et atteindront 18° à Brest et Cherbourg, 20° à Paris, Strasbourg et Biarritz, 24° Clermont-Ferrand et Marseille.

Rat-le-bol



François Mitterrand visitait mercredi un foyer de jeunes travailleurs à Meaux

Réconcilier notre jeunesse avec la société

Il y a sans doute bien longtemps que la salle de jeux du foyer des jeunes travailleurs de Meaux n'avait connu une telle animation. Les Meldois et les Seine-et-Marnais venaient accueillir François Mitterrand, obligeant les derniers irréductibles du flipper à battre en retraite. Le candidat de la gauche, en effet, n'a pas voulu de chapiteau pour rencontrer les jeunes et leur faire part de ses propositions. Le foyer de la zone industrielle de Meaux lui convenait mieux, qui héberge 300 jeunes travailleurs et travailleuses de moins de vingt-cinq ans, représentant la moitié des possibilités d'accueil du département.

Reçu par le maire socialiste Jean Lion, le président du conseil général Jacques Roynette et le conseiller général Lefoll, François Mitterrand devait laisser aux chiffres le soin de dresser le bilan de la politique écoulée. *« Comment voulez-vous que nos jeunes aient du cœur à l'étude quand le premier emploi qu'ils trouvent c'est le chômage ? »* six millions de jeunes ont connu le chômage depuis 1977. En février 1981, 693 000 jeunes de moins de vingt-cinq ans étaient inscrits à l'ANPE. Alors qu'ils représentent 19,6 % de la population active, ils forment 55 % des intérimaires et 53 % des fins de contrat à durée déterminée.

Le système scolaire perpétue ces inégalités. En cinquième, 30 % des 870 000 lycéens quittent le collège unique pour les CAP et l'apprentissage. En troisième, 45 % des 590 000 lycéens restant sont obligés de bifurquer vers le cycle court, l'apprentissage ou la vie active. Au bac, enfin, on ne retrouve que 12,7 % de fils et de filles d'ouvriers, alors qu'ils représentent 37 % de la population active. Les descendants de cadres supérieurs et des professions libérales étant pour leur part 24 %, alors qu'ils ne représentent que 6,8 % de la population active.

« Comment les jeunes peuvent-ils avoir confiance en leur avenir dans de telles conditions ? devait constater François Mitterrand. *Une société qui a perdu la confiance de sa jeunesse est une société sans avenir... La réconciliation de notre jeunesse avec notre société est une charge urgente, un besoin, une obligation matérielle et morale. Je compte m'y employer...*

» *Le bilan de la politique actuelle pour la jeunesse, c'est le tryptique exclusion, marginalisation, répression »*, devait conclure le candidat, avant de proposer douze mesures susceptibles de casser ce cycle. Programme ambitieux, allant de l'emploi à l'école jusqu'à la vie associative et la suppression de la vignette moto, qui fut particulièrement bien accueillie par les jeunes présents dans la foule.

J. B.

Douze mesures

1. Création de 210 000 emplois (150 000 dans les services publics et sociaux; 60 000 d'utilité collective mis à la disposition des associations et des collectivités locales). Encouragement à l'installation des jeunes agriculteurs et agricultrices.
2. Ouverture de l'école sur le monde. Quel que soit le niveau d'étude, chacun devra disposer en fin de scolarité d'une formation générale et d'une formation professionnelle de qualité.
3. L'enseignement technique recevra les moyens nécessaires en personnel et en matériel afin qu'aucun jeune, fille ou garçon, n'arrive dans le monde du travail sans qualification professionnelle.
4. Versement d'un salaire aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.
5. Dispositions particulières pour favoriser le logement des jeunes : création d'un fonds de solidarité destiné à aider les jeunes à s'installer dans un domicile à eux; construction de F1 et de F2 dans les ensembles sociaux; aide à l'action d'animation et d'insertion dans les foyers de jeunes travailleurs.
6. La réforme du contenu et de l'efficacité du service national permettra de le rendre plus intéressant par l'ouverture plus large de l'armée à des tâches de protection civile et de coopération internationale. Sa réduction progressive sera mise à l'étude.
7. Une autre politique des loisirs, du sport, de la culture, de l'éducation populaire et du tourisme social sera mise en place. L'action des associations, de leurs animateurs bénévoles et professionnels, est indispensable pour sa mise en œuvre. Elle sera encouragée et développée. La vignette moto sera supprimée.
8. La vie associative sera encouragée. La proposition de loi déposée par les socialistes depuis décembre 1977 sera soumise au vote du Parlement (statut de « l'élu social », maison des associations, statut fiscal amélioré et aide publique accrue pour les associations « d'utilité sociale »).
9. La liberté de réunion dans tous les établissements scolaires sera garantie pour les parents d'élèves ainsi que pour les élèves dans les lycées et les lycées d'enseignement professionnel.
10. Les jeunes seront éligibles dès dix-huit ans pour les élections politiques et dès seize ans pour les élections professionnelles.
11. Solidarité avec le tiers monde : l'aide publique sera portée à 0,70 % du produit national brut.
12. Un programme ambitieux de lutte contre la faim dans le monde et pour le développement sera discuté avec les pays intéressés et mis en œuvre.

De gauche... ...à droite

Gérard Gaumé : la victoire de François Mitterrand est possible

Gérard Gaumé, secrétaire de la CGT, au cours d'un meeting à Louviers, a déclaré : *« Le dimanche 26 avril, les travailleurs ont répercuté dans leur vote le profond mécontentement qu'ils manifestent dans leurs multiples luttes. Ils ont exprimé un vote qui porte en lui la volonté, l'exigence et la possibilité de la défaite de Valéry Giscard d'Estaing. Parce que c'est l'intérêt évident urgent et fondamental des travailleurs, la CGT les appelle à battre Giscard en votant massivement pour François Mitterrand. Oui, le 10 mai, la victoire est possible,* a-t-il ajouté. *Elle est exigée par les travailleurs. Elle est à leur portée. La CGT leur dit :* Elle peut et doit être celle des travailleurs. *C'est pourquoi la CGT entend jusqu'au bout peser de tout son poids et de toute son autorité sur la base de ses propres objectifs pour assurer l'élection de celui pour qui la victoire des travailleurs passe dimanche prochain : François Mitterrand. »*

Roger-Gérard Schwartzenberg : la gauche, seule patrie des radicaux

Roger-Gérard Schwartzenberg, vice-président du MRG, estime que l'appel lancé, mercredi soir à Barbezieux, par Valéry Giscard d'Estaing aux radicaux *« montre surtout sa profonde méconnaissance du radicalisme, qui, de Gambetta à Mendès France, a toujours été un combat pour les libertés et la justice sociale.*

» C'est dire, poursuit Roger-Gérard Schwartzenberg dans son communiqué, *que les vrais radicaux portent un jugement particulièrement sévère sur le septennat finissant, qui s'est marqué par le recul des libertés et le progrès des injustices.*

» *Dès le 28 avril, le comité directeur du MRG unanime a appelé tous les radicaux à voter pour François Mitterrand, qui porte l'espérance de millions de Français et qui incarne exemplairement la grande tradition républicaine.*

» *Le 10 mai prochain tous les radicaux doivent de nouveau se trouver rassemblés dans la gauche, leur seule patrie, aux antipodes de la droite absolue dont Valéry Giscard d'Estaing est le chef de file opiniâtre »*, conclut le communiqué.

Le calcul de Jacques Chirac

JACQUES CHIRAC est un homme de calcul, on le savait déjà. Son nouvel appel à voter Giscard trois jours avant le second tour est venu le souligner. Le maire de Paris garde deux fers au feu. Dans l'hypothèse d'une victoire de François Mitterrand et dans la perspective des élections législatives qui suivront, Jacques Chirac se présentera comme le leader de l'opposition, celui qui sera resté fidèle à la majorité d'hier, celui que l'UDF, dont il a besoin pour faire élire ses députés, ne pourra que soutenir.



Si Valéry Giscard d'Estaing est réélu, il lui sera facile de lui rappeler l'aide du RPR, sans laquelle il n'aurait eu aucune chance.

Dès le début de la campagne, le candidat Chirac avait comme objectif d'être à nouveau présent dans le jeu politique après la relative traversée du désert que subissait le RPR depuis 1976. Les 18 % obtenus au premier tour ont conforté sa position, mais il ne s'agit pas pour Jacques Chirac de s'arrêter là. Le maire de Paris ne donne aucune chance d'avenir à Valéry Giscard d'Estaing battu le 10 mai. C'est lui, il en est persuadé, l'homme du recours de la droite en cas de victoire de la gauche. Rien de nouveau.

Colette PARIS

• **Michel Crépeau**, président du Mouvement des radicaux de gauche, a estimé mercredi, que « François Mitterrand a fait la preuve de sa capacité à gouverner M. Mitterrand s'est engagé à rassembler les Français sans sectarisme, sans exclusive, je suis sûr que dimanche prochain, les conditions du salut de la France seront réunies. »

François Mitterrand rencontre le CRIF

FRANÇOIS MITTERRAND a reçu, mercredi 6 mai, au siège du PS, les responsables du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) et a pris connaissance des « dix mesures concrètes » que le conseil souhaite voir appliquer par le prochain président de la République. Cette liste avait été présentée lundi à Valéry Giscard d'Estaing.

A l'issue de l'entretien, Alain de Rothschild, président du CRIF, a rendu publiques ces mesures, en précisant que *« le Conseil n'a jamais donné et n'a pas l'intention de donner des consignes de vote »*.

Parmi les dix points, on relève la demande de fermeture du bureau de l'OLP à Paris ; l'initiative d'une convention internationale pour la prévention et la répression du terrorisme ; la révision de la politique de ventes d'armes, qui conditionne trop souvent les grandes options internationales de la diplomatie française ; l'arrêt total des livraisons d'uranium enrichi utilisable à des fins non pacifiques ; le soutien et la relance du processus de paix israélo-égyptien ; et la publication officielle des résultats des enquêtes sur tous les attentats terroristes et racistes, notamment celui de la rue Copernic.

Le candidat de la gauche devait préciser ses réponses dans les vingt-quatre heures.

Spécial PS

Réunions publiques

• *Vendredi 8 mai.* — François Mitterrand à **Epinal** (15 h 30), à **Mulhouse** (18 heures), à **Nantes** (22 heures) ; Pierre Mauroy à **Morlaix** et à **Quimper** ; Jean-Pierre Chevènement et Alain Bombard à **Mulhouse** ; Yvette Roudy à **Auch** ; Claude Germon à **Moutiers** (Savoie) ; Edgard Pisani à **La-Tour-du-Pin** et à **Saint-Martin-d'Hères** ; Michel Rocard à **Suresne** ; Pierre Bérégovoy à **Tartas** (Landes) ; Jacques Attali, Georges Sarre, Albert Memmi à **Paris**, 87, rue Léon-Frat (XIe arrondissement) ; Jacques Delors, Manuel Richard à **Paris**, rue Bignon (XIIIe arrondissement), à 20 h 30 ; Louis Mermaz à **Roussillon** (Isère).

Fraude électorale à Clichy

Mardi après-midi, un maire adjoint de Clichy, membre de la commission de surveillance de Beaujon, a pu constater que le commissaire de police de Clichy faisait ramasser des procurations en blanc, signées par lui-même, dans les salles de l'hôpital, par des policiers qui n'étaient pas tous officiers de police judiciaire.

La section de Clichy proteste contre ce « racollage ». Elle a saisi la commission de contrôle départementale des Hauts-de-Seine.

• **Dans l'Aisne on prépare déjà les législatives...** Le préfet vient de conseiller aux professionnels de la publicité de n'accepter aucun contrat privé pour les panneaux publicitaires en juin prochain...

FRANÇOIS MITTERRAND EN ALSACE

Au pays des cigognes, un nouveau printemps

De notre envoyé spécial à Mulhouse.

Au palais des sports de Mulhouse, qui peut contenir environ 4 500 personnes, les portes seront ouvertes à 17 heures le 8 mai pour le dernier meeting de François Mitterrand dans l'est de la France.

Un orchestre d'accordéonistes assurera l'accueil musical.

Prendront ensuite la parole Jean-Pierre Baeumlen, premier secrétaire de la fédération du Haut-Rhin, et Alain Bombard. Puis viendra François Mitterrand, vers 18 heures.

On s'attend à ce qu'il évoque la dégradation économique de l'Alsace malgré ses atouts exceptionnels, industriels, agricoles et bancaires.

François Mitterrand s'envolera ensuite pour Nantes, où il sera attendu par au moins 20 000 personnes lors d'un meeting qui doit débuter à 20 heures, avec notamment Gilles Servat, le chanteur breton. François Mitterrand doit intervenir vers 22 h 30.

FORTE de six cents adhérents, la jeune fédération socialiste du Haut-Rhin s'enracine paradoxalement dans une tradition locale socialiste très ancienne.

Elle comporte une trentaine de sections réparties sur tout le département, notamment dans le bassin potassique, au nord-ouest de Mulhouse, entre Cernay et Wittenheim. Quelques autres sont en formation à Sainte-Marie-aux-Mines, à Kemps et à Ribeauvillé.

Une halte à Epinal

Sur le chemin de Mulhouse, François Mitterrand doit faire halte à Epinal. Il est attendu au parc des expositions à 15 h 30. Après avoir rencontré des chômeurs et des agriculteurs, il prononcera une allocution et tiendra une conférence de presse à 16 h 30, avant de partir pour l'Alsace.

Au moment du Front populaire, le socialisme était si profondément implanté en Alsace qu'il eut de très nombreux élus.

Dès 1925, Mulhouse eut un maire socialiste, M. Wicky. En 1946 lui succéda Jean Wagner ; puis Emile Muller, en 1956. Malheureusement, celui-ci refusa l'orientation du PS lors du programme commun et fit ainsi basculer la mairie dans l'autre camp. En janvier dernier, il démissionnait, laissant la place à son adjoint Joseph Klifa. C'était donc Mulhouse où le socialisme perdu...

Il s'agit de faire en sorte que ne soit bientôt Mulhouse où le socialisme retrouve...

Et cela semble en bonne voie, en raison du dynamisme de la nouvelle équipe, qu'anime Jean-Pierre Baeumlen et dont la moyenne d'âge est de trente-trente-cinq ans...

Déjà, pour le Haut-Rhin, François Mitterrand a obtenu 23,16 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle. Mais la faiblesse du PC, avec seulement 5 % des voix, fait que la gauche reste en retard de 10 % par rapport à la moyenne nationale.

Obtenant 5 à 6 % de mieux qu'en 1974, les socialistes du Haut-Rhin, avec 74 000 voix, représentent juste 1 % des électeurs de François Mitterrand (7 500 000).

Le réveil des socialistes dans le département s'est opéré en 1974 avec la candidature de François Mitterrand, entraînant un mouvement dynamique par rapport à la gauche désemparée.

Deux facteurs ont également joué : d'une part, l'aide apportée par les amis voisins du territoire de Belfort ; d'autre part, un travail placé sous le signe de la jeunesse, avec une ambition de rebâtir.

Ce travail a abouti, en même temps qu'à une certaine maturité, à l'élection de deux socialistes au conseil général (sur trente) : Bernard Wernaere (Colmar Nord) et Fernand Weber (Cernay). Trois autres candidats ont approché la victoire de quelques dizaines de voix. Cela amène une participation plus directe à la vie politique.

Aux municipales de 1977, des succès ont été remportés, notamment à Wittenheim où le maire est désormais socialiste, et dans le bassin potassique. Malgré cela le Parti socialiste compte encore beaucoup trop peu d'élus.

En 1978, aux législatives, pour la première fois le Parti socialiste était présent au second tour dans cinq circonscriptions, apparaissant désormais comme la deuxième force politique du département.



Mais il reste exclu de la représentation parlementaire, ce qui ne saurait durer...

Actuellement, la fédération se donne comme objectifs le développement des sections d'entreprise ; l'amélioration de l'implantation géographique par un travail secteur par secteur ; l'amélioration de son fonctionnement grâce à la présence d'un permanent ; l'information par des publications locales, qui totalisent 100 000 exemplaires dans une région où les gens lisent la presse écrite « comme nulle part ailleurs »...

La fédération est par ailleurs tributaire de ses deux versants : l'un de source chrétienne (JOC, tiers monde, etc.) l'autre de source laïque (avec un important apport extérieur à l'Alsace). Mais la rencontre se fait dans un esprit adulte et très positif, sans querelles d'un autre âge.

Philippe LERAY

Une situation qui se dégrade

ENTRE les frontières suisse et allemande d'une part, et la chaîne des Vosges, d'autre part, le Haut-Rhin était riche d'une grande activité économique : textiles, constructions mécaniques et mines de potasse.

Mais ces trois domaines sont gravement atteints.

Dans le textile, les licenciements ont été massifs et continuent, car la modernisation nécessaire n'a pas été faite.

Dans la construction mécanique, une entreprise comme NSC-Schlumberger (machines textiles) a perdu plus de 1 000 emplois en quelques années. Les difficultés ont surgi à la SACM (4 000 personnes). Peugeot (12 000 personnes), qui devait sauver la situation de l'emploi, est lui-même en difficulté.

Aux mines de potasse, environ 6 000 personnes sont employées aux MDPA (Mines domaniales de potasses d'Alsace). Cette exploitation constitue une activité indispensable pour la vitalité du sud du département. Mais l'extraction entraîne une pollution du Rhin par les sels de potasse. C'est un argument invoqué pour liquider l'avenir des mines.

« Or ces déchets, *affirment les socialistes,* constituent une matière première. Les sels ainsi rejetés sont utilisables pour toute une chaîne chimique. Il faut donc créer une saline d'un million de tonnes en réserve et diversifier les activités chimiques à partir de cette matière première. »

Globalement, la dégradation de la situation économique est telle que le nombre des chômeurs est passé de 1 582 en 1974 à 12 000 en 1981...

Mais il faut penser à ceux qui doivent chaque jour aller travailler en Suisse et en Allemagne.

« On exporte des travailleurs, *disent les socialistes,* et on importe des patrons qui viennent reprendre les usines fermées afin d'y faire travailler des Français à des salaires moins coûteux que chez eux. »

Pour l'ensemble de l'Alsace, 35 000 travailleurs passent ainsi tous les jours la frontière. Que deviendraient-ils en cas de fermeture brusque de cette frontière?

Le fait d'exporter ses travailleurs n'est d'ailleurs pas, pour une région, un signe de bonne santé dans la mesure où l'inverse n'existe pas.

L'Alsace, une forte personnalité

EN venant en Alsace, François Mitterrand rencontre une région à très forte personnalité, avec un dialecte qui reste profondément la langue de la communication populaire. Malheureusement, il est souvent utilisé par la droite pour exploiter un sentiment d'infériorité, ce fameux « complexe alsacien », qui se traduit en particulier par un certain « légitimisme ».

La régionalisation est donc d'une actualité brûlante si l'on veut voir s'épanouir la véritable personnalité de l'Alsace.

« Les socialistes sont pour le droit à la différence, rappelle Jacques Gaillard. *On oublie trop que les trois départements : Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle, ont des lois spécifiques, un statut concordataire, un régime de chasse et de la propriété particuliers, des professions de foi pour les élections écrites en français et en allemand.*

» *Les socialistes en Alsace ne veulent pas nier l'histoire. Au contraire, il faut en tenir compte, mais en veillant à ce que l'Alsace ne se replie par sur elle-même.* »

«Un signe de vitalité»

POUR Jean-Pierre Baeumlen, premier secrétaire de la fédération socialiste du Haut-Rhin, la venue en Alsace de François Mitterrand constitue un grand encouragement. « François Mitterrand avait laissé entrevoir sa candidature à l'élection présidentielle le 11 octobre 1980 à la fête de la rose de Kingersheim.

Et c'est par le Haut-Rhin qu'il termine dans l'Est sa campagne. C'est pour moi un grand motif de satisfaction. D'autant plus que ce sera sans doute le plus grand rassemblement populaire organisé dans ce département par les socialistes depuis plus de vingt ans. C'est donc un signe de la vitalité du PS dans le département. On renoue là avec une tradition, avec une histoire déjà longue, du monde ouvrier. On ferme une parenthèse dans laquelle la droite toute-puissante a parlé seule au nom des Alsaciens.

» La venue de plus en plus fréquente de François Mitterrand en Alsace est un signe qu'il a pris la mesure de la réalité de cette région, avec ses atouts et ses difficultés.

Le bilan de Giscard c'est le chômage multiplié par sept, mais il ignore cette réalité. François Mitterrand, demain président de la République, saura la prendre en compte. »

CHEZ PEUGEOT

La section PS de Peugeot, animée par René Masson, rencontre de sérieuses difficultés pour agir. D'une part, les travailleurs arrivent en cars dans la forêt de Hardt où sont situées les usines, et viennent de loin. D'autre part, la direction, aidée par une maîtrise entraînée, fait la chasse aux militants, sachant les isoler et les pousser vers la sortie. Récemment, c'est au nom de la compétitivité qu'elle a renvoyé un père de six enfants, accidenté du travail en 1972.

Avec deux mille personnes en moins en deux ans, les ouvriers doivent assurer la même production. Les retraités ne sont pas remplacés.

Tout est organisé pour dominer l'individu et empêcher une expression collective.

LA PERCEE DU SECTEUR ENTREPRISES

Sous l'impulsion de Jean Grimont, le secteur entreprises du Parti socialiste effectue une bonne percée. Il existe désormais trois sections d'entreprise : à la SACM, chez Peugeot, et à l'EDF ; et trois GSE : aux mines, dans l'enseignement et aux PTT, où il se met en place.

POINTS FORTS

Impression d'un débat



par Véronique Neiertz*

PLUS que le détail de ce qu'ils ont dit, ce que les Français retiendront du débat de mardi, une fois le flot des commentaires épuisé, c'est une image.

Image d'un Giscard défensif, crispé, se plaçant déjà, inconsciemment peut-être, dans le rôle de celui qui va perdre et qui brûle ses toutes dernières cartouches. Fuyant le verdict du passé, incapable de proposer l'avenir, Giscard flottait dans le temps, dramatiquement léger sans sa bouée de sauvetage habituelle : le présent.

La présence, la puissance, la responsabilité du passé comme de l'avenir se trouvaient en face. Un François Mitterrand serein, déterminé, vigilant, dont les engagements et les propositions prenaient d'autant plus de poids qu'il les exprimait avec conviction, sans répondre à l'agressivité, sans non plus laisser Giscard utiliser à son égard ce ton de donneur de leçons et d'enfileur de perles qui lui est naturel.

Quelques trouées d'humour dans tout ce sérieux. Au second degré bien sûr. Mais quelques-uns et quelques-unes n'ont pu que sourire en entendant le candidat sortant affirmer : « *Je suis le seul à avoir parlé des immigrés* », préciser qu'aux jeunes qui ne trouveraient pas d'emploi il offrirait royalement une formation, invoquer les nombreux témoignages de satisfaction des pays africains, qu'il ne pouvait citer par modestie, ou admettre qu'effectivement Barre n'avait rien fait pendant quarante et un jours. Combien de Français se sont dit alors qu'il aurait peut-être mieux valu que Barre continue à ne rien faire...

Bref, une image inversée : mardi soir, pour les Français, Mitterrand était président et Giscard dans l'opposition.

** Secrétaire nationale du PS.*

Non, la crise n'est pas fatale



par Yvette ROUDY*

LE candidat sortant n'a pas apprécié que l'on ait ouvert les dossiers noirs de son septennat devant l'opinion publique. Il a ressenti comme une offense personnelle le débat qui s'est instauré dans le pays sous l'impulsion de François Mitterrand.

A force de s'identifier à la France, il avait oublié les Français. Plus de 70 % d'entre eux lui ont signifié leur mécontentement par le seul moyen dont ils disposent : leur bulletin de vote. Cette colère secrète mais forte, « *ces phénomènes profonds de masse n'ont pas été captés par les sondages* », comme l'a fort justement souligné Lionel Jospin. On nous faisait croire à l'indifférence des Français. Il n'en était rien. Enfin, le masque est tombé. Les Français sont adultes. Ils savent que chômage et inflation, ces deux indicateurs de crise dont on ne peut leur cacher la réalité, revêtent chez nous des proportions à nulle autre égalées.

Certes, si la crise frappe l'économie mondiale, en France elle n'est pas qu'un phénomène conjoncturel, mais elle est structurelle, c'est-à-dire relevant d'un choix politique délibérément imposé.

Comment expliquer sans cela que les prix pratiqués chez nous atteignent le double de ceux de nos voisins allemands ? Non, ce n'est pas la même chose ailleurs. Chez nous, c'est pire.

Pour les femmes aussi, la situation est pire. Pire, en particulier, au niveau de l'emploi : sur 100 chômeurs, 60 sont des femmes. Seule la Belgique parvient à nous égaler. Pire au niveau du droit à disposer de soi. Seule l'Irlande parvient à nous égaler. Ainsi, dans bien des domaines, nous partageons le dernier wagon du train européen. Ce fait est d'ailleurs ressorti du débat qui s'est tenu le 10 février dernier au Parlement européen, à l'initiative des socialistes.

Et pourquoi venons-nous en dernier ? Pourquoi portons-nous le ruban bleu des inégalités ? Pourquoi commençons-nous à ressentir de plus en plus d'atteintes à nos libertés? Parce que notre régime est le plus conservateur des régimes de la Communauté européenne.

Il est possible de réduire les méfaits de la crise. A condition de se doter de vigoureux moyens de luttes, à condition de changer de politique. Contrairement à ce que l'on cherche à nous faire croire, la crise n'est pas mauvaise pour tous...

La santé de nos banques est très bonne. Les investissements en Extrême-Orient se révèlent des plus fructueux. L'hiver dernier, M. Ceyrac nous apprenait que l'année 1980 avait été florissante pour les milieux financiers.

Il ne peut en être autrement d'une politique doublement perverse menée simultanément au détriment de la majorité des Français et à travers l'exploitation d'une main-d'œuvre sud-asiatique, qui n'en a pas encore suffisamment pris conscience pour organiser sa défense. Il est possible d'arrêter le démantèlement de notre tissu industriel, de redresser l'économie, d'organiser le contrôle des multinationales.

C'était une demande de Salvador Allende. C'est aujourd'hui une revendication des socialistes du Parlement européen.

Il ne fait pas de doute que François Mitterrand, si passionnément attaché aux droits de l'homme, saura en tant que président exprimer les aspirations d'une forte majorité des Français.

Il ne fait plus de doute qu'une autre France, au-delà du noyau socialiste et même de la gauche, est impatiente de se mettre au travail, de libérer ses forces d'imagination, de créativité, cette France jusque-là tenue en bride, rongée par le désespoir, angoissée par le chômage. Non, il n'y a pas de fatalité de crise !

Il existe une majorité de Français qui en sont convaincus : il faut redresser le pays. Cet espoir dépasse nos frontières. Une France debout apporterait à une Europe malade un espoir nouveau.

C'est pourquoi il faut se rassembler dans un dernier effort, comme ce fut le cas en d'autres circonstances, lorsque le pays était menacé de disparition. Il s'agit cette fois de notre identité de peuple vigoureux, audacieux. L'alternance est une nécessité absolue, c'est une question de morale, une question de santé, une question de survie.

** Député au Parlement européen, présidente de la commission des droits de la femme.*

De nouveaux soutiens à François Mitterrand

- **Le Syndicat de l'architecture**
- **Le MODEF** (Mouvement de défense des exploitations familiales)
- François Luchaire, président honoraire de l'université de Paris I et ancien membre du Conseil constitutionnel.
- Le Club des droits socialistes de l'homme.
- Madame Claude Gérard, ancienne responsable régionale des maquis MVR-R5.
- Serge Kriwkowski, secrétaire national de l'Union progressiste.
- **Le Syndicat des avocats de France**
- Le Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collège.
- Le Conseil national des associations familiales laïques.
- Le SNES
- Henri Roubaut et Max Cavaglione, conseillers municipaux écologistes de Nices.
- Le capitaine de vaisseau Jean Blondel, ancien des Forces navales françaises libres,
- **Le bureau national du Syndicat unifié des caisses d'épargne,**
- **Le Comité des 102,** créé dès le début de l'affaire du Larzac,
- **La Confédération générale du logement.**
- **L'Association des Eurasiens d'Indochine** s'élève avec indignation contre la ségrégation raciale et l'acharnement qui les accablent, et estime que seul un changement de régime mettra fin à de telles injustices.
- **Les Francs et Franches Camarades**
- Solange Ferneix, tête de liste d'Europe-Ecologie,
- **Jean Cornec,** ancien président de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publics (FCPE).
- **La Confédération syndicale des familles.**
- **Le Mouvement Solidariste français.**
- **Bernard Dussaussois,** secrétaire départemental des clubs Perspective et Réalité de l'Aisne.
- **Le Mouvement socialiste et autonomiste occitan.**
- **L'Union des écrivains.**
- **Plusieurs personnalités de la Résistance,** parmi lesquelles le général de la Bollardière, le général Binoche, Claude Bourdet, Jean Cassou, Raymond Dronne, Pierre Emmanuel, le professeur Paul Milliez, Gilberte Pierre Brossolette, Jean Pronteau, Paul Teitgen, Charles Tillon.
- **Simone de Beauvoir.**
- **Françoise Giroud.**
- **Coluche.**
- **Jean-François Kahn.**
- **Marguerite Duras.**
- **André Chamson,** membre de l'Académie française.
- **Le général Jousse,** ancien sous-chef de l'état-major particulier du général de Gaulle.
- **Les Comités communistes pour l'autogestion** (CCA).
- **Le Syndicat des réalisateurs de télévision CFDT.**
- **L'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens UGICT-CGT.**
- **Le Syndicat général des impôts FO.**
- **La Jeunesse ouvrière chrétienne** (JOC).
- **Le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée.**

LA CAMPAGNE OFFICIELLE A LA TV

Deuxième émission de la campagne officielle, mercredi soir à 20 h 20 : François Mitterrand avait invité le colonel Passy.

Le candidat de la gauche a d'abord affirmé que s'il est élu, « *il prendra ses fonctions à partir du 24 ou du 25 mai... ce qui veut dire que j'ai parfaitement le temps de mettre en place les institutions : électins législatives, réunion de la nouvelle assemblée issue des élections législatives, qui auront lieu avant le 1er juillet en tous cas* ».

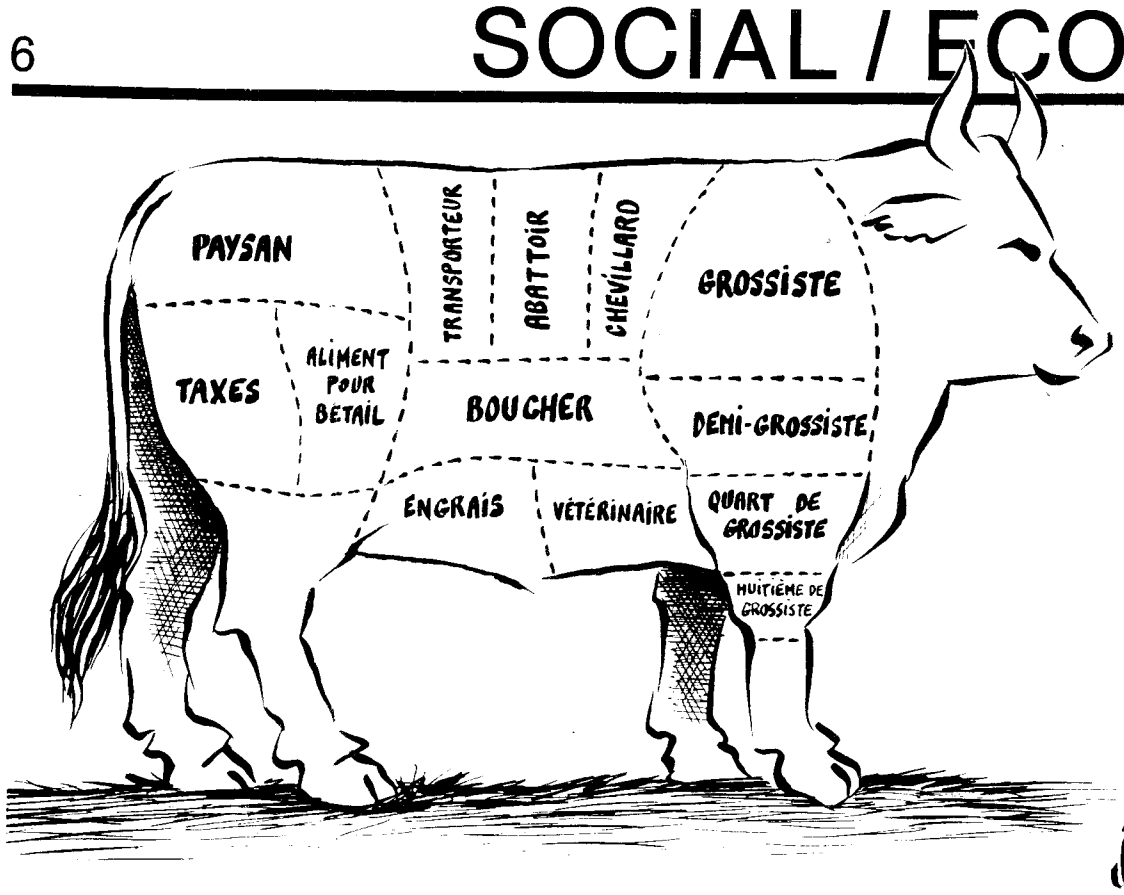
Interrogé sur les mesures que son gouvernement pourrait prendre immédiatement, François Mitterrand a affirmé qu'il pourra agir sur le plan du SMIC « *après consultations des organisations syndicales et des partenaires sociaux, sur les allocations familiales, l'allocation logement, le minimum vieillesse* ».

Après avoir précisé qu'il ne voulait pas nationaliser les banques mutuelles, il a affirmé : « *Les nationalisations représentent aujourd'hui 12 % de la production, elles représenteront après les mesures que je prendrai, 17 %.* »

A propos de la réforme des droits de succession, il a indiqué : « *Je veux alléger l'impôt sur les petites successions par le doublement de tous les abattements à la base. Je ne m'attaque pas au patrimoine, je le soulage.* » Il a précisé qu'il demanderait que l'on augment l'impôt sur les grosses successions.

Invité par François Mitterrand, le colonel Passy a affirmé que son soutien ne pouvait « *pas être contradictoire* » avec son passé de résistant. « *Je ne vois pas pourquoi je ne pourrai pas en tant que gaulliste, adhérer aux thèses du Parti socialiste aujourd'hui* ».

François Mitterrand a déclaré que le témoignage du colonel Passy était pour lui « *très précieux* ». « *Nous avons rassemblé en 1940 les volontaires de la renaissance nationale,* a-t-il ajouté. *Il convient de les rassembler au mois de mai 1981.* »



LA

Parce que la viande française est chère, plus chère que chez la plupart de nos partenaires européens, les pouvoirs publics ont récemment lancé un appel d'offres pour le développement des technologies de la filière « viande ». Une double préoccupation est à l'origine de cette opération : accroître la productivité d'un secteur encore trop traditionnel et dispersé et relancer l'industrie française.

De plus en

LA qualité était peut-être au rendez-vous, le 7 avril dernier, sur le foirail de Saint-Gérand-le-Puy (Allier) pour la traditionnelle foire pascale, mais la cotation demeurait bien médiocre. *« Les cours n'ont pas changé depuis cinq ans »*, affirmait M. Theuil, éleveur à Bessay-sur-Allier, qui avait amené une vache et une génisse. La première est partie à 18 francs le kilo. Pour la seconde, il a trouvé preneur à 25 francs. *« Il faut*, poursuit-il, *vendre au prix qu'on trouve, mais ce n'est pas très attractif pour des bêtes comme celles-là. Dans quelques années, les gens n'auront plus qu'à aller dans les supermarchés prendre des viandes d'exportation, parce que nous, à ce tarif-là... »*

Cette opinion, on la retrouvait déjà la veille à la foire primée du Mayet-de-Montagne, toujours dans l'Allier, où M. Fradin a eu quelques difficultés à trouver preneur à 6 000 francs pour sa vache. D'ailleurs, ne s'était-il pas juré de ne la céder qu'à 6 250 francs?... Mais les transactions l'ont obligé à baisser son prix pour trouver un acquéreur. Dures lois d'un marché de plus en plus contesté par les éleveurs. *« Chirac, la vache ne vaut pas cher ! »* lançaient-ils déjà en juillet 1975, au premier ministre d'alors, en visite à Moulins, chef-lieu du département.

Suivre le bœuf

Pourtant, à l'étal du boucher, les étiquettes de la viande de bœuf s'envolent. Force est de constater que la viande de bœuf, bien que de consommation courante, demeure un produit cher.

Confrontée à cette réalité, l'opinion publique incrimine tour à tour les négociants et les détaillants et considère qu'ils font fortune sur le dos des producteurs et et sur celui des consommateurs.

Le commerce de la viande apparaît comme « un monde à part », fertile en scandales (La Villette et autres « magouilles »). *« Une « mafia » aussi crète que puissante »*, disent certains. *« En fait,* déclarent les responsables du secteur « élevage » du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), *il faut prendre conscience de ce qu'un animal, pour passer de la ferme à l'assiette du consommateur, doit subir deux transformations essentielles : l'abattage et la découpe. Si bien qu'il existe obligatoirement entre le prix du produit brut, l'animal vivant, et le prix du produit à la consommation, le morceau de viande, un coefficient multiplicateur qui explique, en partie, l'écart de prix en question. »*

Ainsi, selon une étude menée par la Confédération nationale de l'élevage, un bœuf de qualité moyenne et pesant 680 kilogrammes au départ de la ferme, ne donnera-t-il en définitive, une fois les déchets, le cinquième quartier et autres pertes (transport, attente, jeûne de l'animal...) défalqués, que 245 kilogrammes de viande, dont 132 à cuisson rapide et 113 à cuisson lente.

Mais cet examen ne justifie que partiellement l'écart de prix observé. Des abus subsistent...

Le coupable? Pour le trouver, la connaissance des circuits de fabrication, de transformation et de distribution est indispensable.

Pour comprendre le marché de la viande, il faut tout d'abord considérer que l'état d'éleveur est profondément différent de celui de cultivateur, notamment dans son comportement. A certaines périodes de l'année, faute de fourrage ou par besoin d'argent, le producteur de viande met son bœuf ou sa vache de réforme sur le marché. Et comme il faut deux ans pour élever un animal adulte qui donne de la bonne viande rouge, le marché de la viande est, alternativement, un marché de pénurie ou un marché d'excédent.

En outre, la production de l'élevage français n'est pas véritablement autonome mais reste étroitement liée à d'autres activités agricoles notamment la production laitière. Les [illegible] de la viande consommée en France proviennent de l'abattage de femelles dont une grande partie est constituée par les « vaches de réforme », c'est-à-dire des vaches utilisées pendant plusieurs années pour la production de lait.

Cette situation spécifiquement française contribue à rendre plus difficile la connaissance du marché de la viande, car la date de mise sur le marché de ces vaches de réforme est incertaine. En cas de circonstances défavorables, ou lorsqu'il s'attend à une hausse des cours, un éleveur peut très bien retarder d'un an ou plus la vente d'une vache laitière, puisque son revenu de base est constitué par la vente du lait.

Des circuits multiples

En outre, contrairement à d'autres marchés agricoles, tels ceux des céréales ou des betteraves à sucre, le marché de la viande juxtapose plusieurs circuits de longueur et d'intégration très différentes.

— **Le circuit rural** (10 % du marché total) est le plus ancien et le plus court de tous. Il ne fait intervenir que deux ou trois agents économiques : le producteur, le boucher détaillant qui abat ou fait abattre, soit dans les abattoirs municipaux, soit dans des tueries particulières, et qui, parfois, s'approvisionne auprès de marchands de bestiaux sur les foires. Il peut compléter son approvisionnement auprès des grossistes en viande au cas où certains morceaux lui font défaut.

Ce circuit, le plus court et le plus simple, n'est pas forcément le plus économique. Cette situation s'explique par la faible productivité des agents qui le composent et l'existence de faibles débits ou de coûts supplémentaires occasionnés par les tournées que les bouchers ruraux doivent effectuer pour desservir leur clientèle à domicile.

— **Le circuit vif** (42 %) permet l'approvisionnement des grands centres urbains grâce à l'expédition par les marchands de bestiaux d'animaux vivants vers les marchés de consommation, où ils sont abattus. Le nombre des intermédiaires (marchands de bestiaux, commissionnaires, grossistes-abatteurs, chevillards...) se multiplie selon les régions.

— **Le circuit mort ou forain** (48 %) se caractérise par l'abattage des animaux sur les lieux de production et l'expédition, en véhicule frigorifique, vers les centres de consommation, des carcasses, quartiers ou pièces de viande plus élaborées.

Actuellement, une proportion de plus en plus grande des viandes expédiées est vendue directement par les grossistes expéditeurs aux détaillants (bouchers, grandes surfaces, collectivités...).

— **Le circuit industriel** est un circuit forain ayant pour support un abattoir privé exploité de manière industrielle et doté d'ateliers de découpe et de préparation industrielle (conserves, viandes en muscle, conditionnées sous vide, viandes hachées, charcuterie...).

— **Le circuit coopératif,** qui s'est mis en place au cours des vingt dernières années, marque la volonté des éleveurs de s'insérer dans la commercialisation de la viande. L'objectif des groupements de producteurs, des coopératives ou des sociétés d'intérêt collectif agricoles (SICA) est d'assurer la commercialisation de la viande depuis le producteur jusqu'au stade de la viande en détail. Il est certain que le développement de ce circuit, malgré quelques échecs, est un élément de sécurité pour les éleveurs, et un facteur de régularisation et de clarification du marché. Deux groupes (SOCOPA et BOCA-VIANDE) se partagent l'essentiel du circuit coopératif tant pour la vente sur le marché intérieur que pour les opérations d'import-export.

Dans l'opération de commercialisation, le marchand de bestiaux tient une part importante puisque son rôle consiste à acheter et vendre du bétail d'élevage ou de boucherie. Quant à sa marge bénéficiaire brute, elle avoisinerait 7 à 8 % de la valeur finale du produit, pour le négoce des animaux maigres destinés à l'embouche, et 3 à 5 % pour le négoce des animaux de boucherie. *« La modestie de ces marges n'est-elle pas le résultat de la forte concurrence qui règne sur le marché du bétail et de la viande ? »* souligne René Laporte, directeur de la Fédération nationale des commerçants en bestiaux (FNCB).

Si, sur les foirails, les *« top-là »* sont toujours de règle pour concrétiser une vente, les liasses de billets ne circulent plus de main en main. Le chèque et la tenue d'un registre *« comptabilité matière »* ont tué le mythe du marchand de bestiaux travaillant sans papier. Ainsi une réglementation plus stricte a-t-elle concouru à la *« transparence »* d'une profession que l'opinion publique chargeait volontiers de tous les maux.

Mais il n'est pas rare d'observer, pour un même animal, des ventes de marchand de bestiaux à marchand de bestiaux... chacun n'oubliant pas d'appliquer son taux de marge bénéficiaire sur chaque transaction. Et ainsi le prix du produit s'en trouve-t-il quelque peu majoré, sans que la valeur ajoutée ne soit modifiée.

Aujourd'hui, celui qui joue réellement le rôle de charnière entre l'éleveur et le boucher, c'est le grossiste, qui cumule souvent plusieurs fonctions. Le chevillard classique pratique généralement l'embouche, se double la plupart du temps d'un expéditeur, et fait aussi très souvent de la découpe. Découpe qui peut aller jusqu'au morceau de détail pour approvisionner l'étal d'une grande surface ou l'économat d'une collectivité.

C'est le grossiste qui fait tampon entre la production, à forte variation saisonnière, et une demande constante, mais qui reste sensible à toute variation de prix. Aussi sa marge bénéficiaire connaît-elle des hauts et des bas. Il agit en véritable spéculateur

Consommation de viande par habitant en kg et évolution des prix à la consommation

	1970	1975	1980	Evolution des prix à la consommation en % entre 1979 et 1980
Bœuf	22,4	23,9	26,4	+ 8,3
Veau	7,6	6,5	6,3	+ 8,6
Porc	27,4	31	35,9	+ 10,4
Mouton	3	3,2	4,1	+ 6,1
Cheval	1,8	1,7	1,7	
Volaille	12,1	14,5	16,9	+ 10,2

(Sources SCEES)

Rappel : hausse des prix à la consommation + 13,3 (indice INSEE)

Le Français consomme en moyenne 108 kg de viande par an, mais il délaisse la viande rouge au profit de la viande blanche et du poisson, car le vieillissement de la population, constaté depuis plusieurs années, influe directement sur la répartition de la consommation de viande. En outre, la régression du pouvoir d'achat des ménages entraîne un report de la demande sur des viandes meilleur marché comme le porc ou le dindon.

Actuellement, face à l'inorganisation du marché, chacun se défend comme il peut, c'est-à-dire mal. Chacun voit son pouvoir d'achat rogné chaque jour davantage. Et si on gagne plus facilement son pain, on a de plus en plus de mal à défendre son bifteck.

«BEEF CONNECTION»

Diverses raisons expliquent la cherté de la viande bovine française. La faiblesse de la productivité du troupeau français pénalise le consommateur qui, en fin de chaîne, doit payer son bifteck de plus en plus cher. Surtout que maintenant les prix sont désormais libres chez le boucher.

Autre raison : les habitudes de consommation du Français, plus porté sur le traditionnel « steack-frites » que sur le bœuf bouilli. A l'heure actuelle, la France manque d'« arrières » où sont taillés les morceaux dits « nobles » alors que les « avants » sont exportés chez nos voisins anglo-saxons.

Mais cela n'explique pas tout. Si dans l'assiette le bifteck diminue alors que son prix ne cesse de grimper, à la ferme les éleveurs ne comprennent pas comment des animaux qu'ils ont vendus si bon marché se transforment en viande si chère à l'étal du boucher.

Entre la ferme et l'assiette, le bœuf subit, il est vrai, diverses opérations où les intermédiaires sont nombreux et n'ont pas toujours bonne réputation. Chez eux aussi, la productivité pourrait être améliorée.

plus de mal à défendre son bifteck

boursier, achetant à la baisse et vendant à la hausse, sauf que les titres sont ici... des bovins.

La commercialisation au détail, elle, s'effectue par divers canaux entre lesquels la concurrence est sévère :

- Le commerce spécialisé, avec environ 36 000 bouchers détaillants artisanaux et quelques boucheries à gros débit. Ces dernières procèdent à des ventes en grande quantité, avec une qualité relativement moyenne mais constante. Elles peuvent donc se permettre de prélever une marge faible (près de 2 %) ;
- Le commerce intégré (35 % de la commercialisation de la viande de boucherie), qui rassemble principalement les magasins à grande surface, les chaînes des supermarchés, etc. ;
- Les collectivités publiques ou privées.

La complexité des circuits de la viande rend difficile la mesure de la productivité des divers agents qui les composent. Ainsi, dans la *« filière viande »*, tout s'embrouille comme à plaisir. Malgré une certaine réglementation (catalogue EUROPA, *voir encadré*), la qualité est encore hétérogène. Les méthodes de cotation et de classification des viandes varient d'un abattoir ou d'une région à l'autre. Les quelque sept cent mille éleveurs sont éparpillés dans toute la France, et encore beaucoup trop individualistes pour s'organiser efficacement. L'office de la viande (ONIBEV) intervient pour régulariser le marché en stockant.

En aval, ce sont les méandres des intermédiaires, qui ont tissé entre eux un réseau extrêmement enchevêtré qui aboutit à une fixation des prix mi-anarchique, mi-rationnelle. Les bénéfices frauduleux ne se cachent-ils pas là ? Comment le bœuf payé 12 francs le kilo devient-il du bifteck à 50 francs ?

Sans grand scandale, ont répondu les divers rapports sur la question. La commission d'enquête parlementaire qui, en 1975, a désossé le système de formation des prix de la viande n'a-t-elle pas conclu : *« Le niveau actuel des marges ne permet pas d'obtenir de baisses substantielles, contrairement à beaucoup d'idées reçues ? »*

En fait, le bœuf continue de monter chez le boucher qui, de plus, vient de voir ses prix libérés, alors qu'il stagne à la ferme.

Alors le boucher est-il à placer dans la ligne de mire de l'inflation ? Serait-ce lui le coupable ? Il tranche quotidiennement dans le revenu des ménages proportionnellement à l'épaisseur des biftecks. *« Finalement si les prix augmentent,* rétorque ce boucher du vingtième arrondissement de Paris, *c'est la faute au consommateur : il ne mange plus que du bifteck. Il faut bien rattraper ce qu'on perd sur les autres morceaux. »*

C'est vrai que l'éducation du consommateur français reste à faire : celui-ci préfère les produits transformés et les morceaux à griller, ceux prélevés dans la partie arrière de l'animal. Déséquilibre que l'on retrouve au niveau du commerce extérieur. La France exporte des « avants » vers l'Italie, la RFA et la Grande-Bretagne et importe des « arrières » de RFA, de Grande-Bretagne et d'Irlande.

Les différences de découpe d'une région à une autre peuvent également permettre au boucher d'« abuser » sa clientèle. La Parisienne en vacances à Marseille a de fortes chances d'acheter pour du rumsteck ce qui est de la tranche grasse. Ou, parfois, le couteau du boucher peut « glisser » d'un morceau à un autre...

Bien sûr, à l'Ecole supérieure des métiers de la viande, à Paris, on récuse de tels soupçons : *« La découpe d'une carcasse obéit à une limite naturelle,* souligne son directeur. *Le boucher ne peut tromper son client en lui servant un bifteck taillé dans le cou de l'animal. Sinon, sa clientèle aura tôt fait de l'abandonner. Les gens ne prennent pas des vessies pour des lanternes... »*

Argument en partie recevable. Mais quelle ménagère qui, sans se tromper, reconnaîtra d'un seul coup d'œil le rond du mouvant, la poire du merlan ou de l'araignée, ou, plus simplement, le filet du faux-filet ou du rumsteck ? Et pourtant, le prix peut aller jusqu'à 4 ou 5 francs de différence au kilo.

En définitive, les prix à la production restent un des éléments déterminants des prix de détail. Le CERC (Centre de recherche et d'études sur les coûts) a décomposé le prix de la viande dans un circuit « normal » : approximativement, pour 100 francs d'achat de viande par le consommateur chez le détaillant, 68 à 72 francs vont à l'éleveur, 6,50 francs vont à l'Etat sous forme de TVA, 17 à 18 francs restent au boucher, l'abatteur valorise le cinquième quartier (peau, cornes, graisse...) et 5 à 6 francs vont aux autres intermédiaires.

Or, en dehors d'une revalorisation de leur revenu par une hausse des prix, les éleveurs ont reçu des aides. Quelles soient sociales (primes) ou économiques (garantie de prix ou contrats d'élevage), elles sont souvent perçues comme des aumônes.

Quant au niveau adopté par les prix d'orientation, il n'est pas suffisant pour permettre aux petits éleveurs de subsister, mais il fournit aux éleveurs les plus productifs des moyens d'autofinancement appréciables.

C'est en définitive un choix politique qui a été fait et dont le consommateur supporte le coût. Car cette politique d'orientation par les prix conduit à demander aux consommateurs de financer l'aide sociale aux petits éleveurs et de superautofinancer les grandes exploitations.

Pour les organisations syndicales agricoles comme la FNSEA ou le CNJA, le problème de l'élevage et de la commercialisation des viandes est devenu un problème européen.



Aujourd'hui, la France est autosuffisante en viande bovine et la clause de sauvegarde limite les importations dans la CEE de viandes étrangères (Brésil, Argentine...) dont les cours mondiaux sont inférieurs aux cours français.

« Bruxelles préfère soutenir le lait que la viande », souligne-t-on au CNJA qui déplore qu'en 1980 la communauté n'ait pas réagi pour soutenir une revalorisation plus que substantielle des prix d'intervention.

De leur côté, les partis de gauche s'accordent à reconnaître la nécessité de contrôler et de planifier l'offre afin d'ajuster celle-ci à la demande en volume et en qualité. La réorganisation du système commercial de la viande passe d'abord par l'établissement d'un système d'intervention permanente, autrement plus efficace que l'actuel ONIVEB. Les regroupements d'éleveurs sont, en outre, à privilégier.

Jean-Paul GEAI

Catalogue EUROPA

LA mise en place de l'organisation communautaire du marché de la viande bovine a très rapidement fait apparaîtree une lacune importante dans l'observation des prix du marché français.

Bien que détenant environ la moitié du cheptel bovin communautaire, la France ne disposait que d'un seul marché de référence, celui de La Villette, alors que la RFA et l'Italie en comptaient respectivement vingt-quatre et huit.

C'est la raison pour laquelle le ministère de l'Agriculture a chargé la Société interprofessionnelle du bétail et des viandes (SIBEV), d'étudier les modalités d'établissement d'une nouvelle cotation nationale tenant compte des prix relevés sur une quinzaine de marchés régionaux de gros bovins, retenus en raison de leur organisation et de leur importance.

Aux appellations des anciennes catégories (extra, première, deuxième...), dont les définitions variaient d'une région à l'autre, ont été substituées celles du catalogue descriptif des gros bovins vivants, le catalogue *France,* appelé catalogue *Europa,* depuis le 1er janvier 1977.

- E : conformation excellente ;
- U : très bonne conformation ;
- R : bonne conformation ;
- O : conformation moyenne ;
- P : conformation médiocre ;
- A : conformation mauvaise (réservée à la fabrication).

L'élevage français reste fragile

En 1980, la production bovine française concernait 716 000 exploitations, essentiellement laitières. Si, depuis une quinzaine d'années, le troupeau français n'évolue que lentement (23,5 millions de têtes en 1980), en revanche, depuis 1975, il disparaît en moyenne 30 000 exploitations par an.

Selon une étude d'Unigrains (société coopérative qui participe à la gestion des marchés céréaliers), la production française de viande bovine se situe au cinquième rang de la production mondiale, concerne près de six exploitations agricoles sur dix et recouvre à la fois la production de viande de bœuf et de veau.

Sur environ 9 millions de têtes disponibles chaque année pour la viande, plus de 3 millions sont abattues sous forme de veau de boucherie, et plus d'un million sont exportées en vif. Sur les 5 millions de gros bovins abattus en France, près de 60 % sont des femelles, dont l'essentiel est fourni par le troupeau laitier.

Il faut enfin signaler que le troupeau français est encore susceptible de gains de productivité importants : la vache française ne produit que 173 kilos de carcasse de viande par an, alors que son homologue allemande en produit 257 kilos.

Le 8-Mai interdit d'histoire

Il y a trente-six ans, l'Allemagne nazie capitulait.

Ainsi prenait fin, par la victoire des Alliés, la guerre la plus terrible de toute l'histoire. Plus qu'une victoire militaire, le 8 mai 1945 signifie le triomphe du droit et de la liberté sur l'oppression. Et, pourtant, ce jour est en train de disparaître de notre histoire. Seulement commémoré en fin de journée jusqu'en 1947, il a été rayé des commémorations officielles par Giscard d'Estaing. Pourtant, c'est ce même Giscard qui retrouve subitement la mémoire et qui va, ce 8 mai 1981, tenir meeting à Verdun, soulevant l'indignation de nombreux anciens combattants et de leurs proches.

La terre et l'esprit

par Marc FERRO*

LE 11 NOVEMBRE est toujours commémoré. Le 8 mai n'est plus une fête. Dans cette décision, prise en 1975, il y a plus qu'un calcul, une symbolique.

Le 11 novembre avait marqué la victoire du soldat français ; englué dans les tranchées, défendant le sol pied à pied, il s'était enseveli au milieu des morts pour assurer la défense de la terre. Victoire de l'alliance d'une race avec son sol, si l'on peut dire, puisqu'en 1914-1918 ce sol de la patrie avait été bafoué, meurtri, envahi par l'ennemi « héréditaire ».

Commémorer le 11 novembre est juste, comme est juste en Sainte-Russie la commémoration d'Alexandre Nevski, de Koulivo ou de Stalingrad ; comme est juste pour un Algérien la commémoration du 1er novembre 1954.

C'est la libération de la terre natale.

Le sens de la victoire du 8 mai est totalement différent.

Autant qu'une guerre patriotique, la Deuxième Guerre mondiale fut aussi une guerre civile. Pour la France, elle renoue avec son génie propre, qui, plus que l'art militaire, est celui de la discorde politique. Car, depuis qu'elle est histoire, l'histoire de notre pays n'est que l'histoire d'une guerre civile. Que l'on jette un regard sur le passé proche ou lointain, et l'on s'aperçoit que, sauf en 1914-1918, la France n'a jamais connu l'expérience d'une longue et véritable guerre patriotique. Chacun des conflits a été peu ou prou mâtiné de guerre civile. Ce qui est vrai pour la Deuxième Guerre mondiale l'a été également pour la Révolution et l'Empire, ou encore pour les époques de Jeanne d'Arc et des Bourguignons, pour celles d'Henri IV, de la Ligue et de Richelieu, pour 1870 encore, où il s'est trouvé un parti qui, secrètement ou ouvertement, désirait la défaite de ceux qui dirigeaient le pays.

La Deuxième Guerre mondiale perpétue cette tradition. Laval (et Pétain) ne souhaitaient-ils pas la victoire de l'Allemagne, la défaite de la « France libre » où combattaient les Français par milliers?

Supprimer la fête du 8 mai, pour Giscard, était une façon d'effacer ce passé indigne. C'était soustraire à la France une partie de sa mémoire ; la décerveler, au nom, prétendument, d'une réconciliation française et universelle. Pour nous réconcilier avec l'Allemand, comme si l'Allemand, lui, n'avait pas fini par exorciser les crimes du régime hitlérien, le chancellier Brandt donnant l'exemple de ce pardon demandé aux victimes du nazisme.

Mais, en France, il faudrait « effacer », oublier : comme si la miséricorde ne venait pas, au contraire, du remords, et le pardon, de la prise de conscience.

Non, on ne négocie pas plus l'histoire qu'on ne l'efface de sa mémoire.

Plutôt que de complaire à une Europe mythique, en supprimant la fête du 8 mai, il eût mieux valu ne pas soustraire les jeunes Français de leur passé. Ne pas leur destiner une histoire aseptisée, sans conflits ou contradictions. Comme si, ainsi, anesthésiés, on voulait mieux les soumettre à une information sans âme ; comme si, de la France, on voulait anéantir l'esprit.

La France est une terre, elle est aussi une vision du monde.

Au siècle des médias, de la consommation de masse, le régime de Giscard agit pour qu'elle ne soit plus que terre, que profits, que matière.

Amis et camarades, ne nous laissons pas désincarner.

* *Historien.*

FRANÇOIS MITTERRAND :

«Nous rétablirons le 8 mai jour férié, chômé et payé»

EN avril 1980, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a déposé une proposition de loi tendant à déclarer jour férié l'anniversaire du 8 mai 1945.

Une date qui s'effaçait

Les lois des 7 mars 1946 et 20 mars 1953 avaient d'ailleurs marqué cette volonté. Mais des décrets d'avril 1959, d'avril 1965 et de janvier 1968 diminuaient la portée de l'anniversaire, réduisant sa célébration à une cérémonie de fin de journée.

En 1975, Giscard allait encore plus loin. Il supprimait la commémoration au 8-Mai et voulait faire du 11-Novembre une sorte de *« memorial day »* rappelant « toutes les victoires, tous les combats et tous les sacrifices ».

La protestation fut unanime de la part des anciens combattants et des formations politiques. *« Pour tous les combattants de la guerre, pour toutes les victimes ou les rescapés des camps de la mort et des persécutions hitlériennes, ou plus simplement pour les Républicains fidèles à leur idéal, une telle décision est inacceptable, car elle viole délibérément le sentiment populaire quasi-unanime. Inacceptable et injustifié »*, commentait par la suite Gilbert Faure.

Des propositions de loi furent déposées par divers partis, et surtout par le Parti socialiste, afin de refaire du 8 mai un jour férié. Le gouvernement entama dès lors une bataille de procédure pour les repousser. Le Conseil constitutionnel approuva l'adoption de la loi par le Sénat. Ce fut en vain. *« Il ne fallait pas gêner la construction de l'Europe. »* Comme si les autres peuples n'avaient pas, eux aussi, souffert du fascisme...?

Quant à François Mitterrand, répondant par lettre à des anciens combattants, il a ainsi précisé sa position : *« Le 8 mai 1945 est une date qu'on ne saurait oublier, surtout si, comme moi-même et tous les camarades de la Résistance, on a vécu intensément cette journée où, enfin, le droit, la justice et la liberté ont été rétablis en Europe et dans le monde.*

» C'est pourquoi je n'ai jamais, personnellement, ni mes amis parlementaires avec moi, accepté les décisions successives des gouvernements de la Ve République, qui ont tout fait pour faire disparaître cette journée du souvenir et du recueillement. J'ai d'ailleurs été signataire de deux propositions de loi déposées à ce sujet depuis 1978.



Le maréchal Keitel signant, à Berlin, l'armistice et la capitulation des armées du IIIe Reich. (Photo AFP)

» Aussi, je compte, si je suis élu, inviter immédiatement le gouvernement, que je serai conduit à désigner, à soumettre à l'Assemblée nationale la proposition de loi, déjà votée par le Sénat, et qui rétablit le 8 mai comme jour férié, chômé et payé.

» Je ne doute pas que cette proposition de loi sera votée par le Parlement. En effet, après le vote favorable du Sénat, elle a été adoptée par la commission des lois de l'Assemblée nationale. Le texte est donc prêt à être discuté depuis bientôt un an, et nous aurions pu fêter le 8 mai dès 1980 si le gouvernement et sa majorité ne s'étaient pas farouchement opposés à l'inscription du rapport de mon ami Alain Hautecœur, député du Var, à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

» Ainsi pourrons-nous à nouveau célébrer tout ce que représente le 8 mai 1945 pour ceux qui ont participé à la victoire des peuples sur l'oppression et la barbarie, et apprendre aux plus jeunes que c'est grâce au sacrifice de tant d'hommes et de femmes qu'ils peuvent vivre libres. »

Philippe LERAY

JEAN BARATAUD, ANCIEN RESISTANT :

«C'est aussi la fête d'un front populaire pour la liberté»

JEAN BARATAUD, ancien responsable de maquis dans la Haute-Vienne, commandant FFI, médaillé de la Résistance et membre de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (ANACR) et de la Confédération des volontaires de la Résistance (CVR), explique son opposition à la politique de M. Giscard d'Estaing et à sa décision de supprimer la commémoration officielle du 8 mai 1945. Jean Barataud appelle à voter pour François Mitterrand.

— *M. Giscard d'Estaing tient un meeting le 8 mai à Verdun, deux jours avant le second tour. Que pensez-vous de cette manière de célébrer le 8 mai 1945?*

— En 1975, sous prétexte d'entente franco-allemande et d'Europe, Giscard a supprimé la commémoration officielle du 8 mai 1945. Pour nous, c'est intolérable. Nous ne pouvons pas oublier cette date qui a un contexte non seulement français et européen, mais historique. En 1914, nos pères se battaient contre le nationalisme, mais nous, nous avions affaire à la pire des idéologies, qui exterminait ses opposants et les ravalait au rang de bêtes. Nous ne sommes pas des revanchards contre l'Allemagne, mais des hommes libres. Ce que nous voulons : ni haine, ni oubli. Le 8-Mai, c'est le symbole de la victoire du monde qui luttait pour se libérer et qui a gagné sa liberté. C'est un peu un 14-Juillet mondial. Je suis fier, avec mes amis, le colonel Thomas, le colonel Leteuil et bien d'autres, résistants eux aussi, d'avoir contribué à la chute du nazisme. Ce n'est pas un message de guerre, mais de liberté, que nous voulons transmettre aux jeunes générations. Quant à la présence de Giscard à Verdun le 8 mai, je me demande ce qu'il veut : réhabiliter Pétain ?

— *Jugez-vous François Mitterrand plus à même de comprendre vos inquiétudes ?*

— François Mitterrand est de notre bord. C'est un résistant. M. Giscard d'Estaing, dans sa tentative d'escamoter cette célébration, n'est pas sans arrière-pensée. Avec lui, c'est la revanche de la caste de ceux qui ont préféré Hitler au Front populaire. Car il y a un fond de lutte des classes dans ce 8-Mai. Nous savons parfaitement quels sont ceux qui se sont soulevés et qui sont les autres, les complices. Jamais le peuple français n'a retrouvé son unité de 1945. C'est cette victoire politique et idéologique que Giscard veut supprimer. Nous réclamons que le 8-Mai soit une manifestation d'unité et une fête nationale à part entière. Le Parti socialiste a d'ailleurs déposé des propositions de loi dans ce sens, pour que ce jour soit férié. Les anciens combattants et résistants sont unanimes. Ils rejoignent de plus en plus nombreux François Mitterrand.

Propos recueillis par Bruno DELAPALME

EXCLUSIF

Chtcharansky en danger de mort

Une interview de la femme du dissident soviétique

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté mercredi soir, à Paris, pour la libération du mathématicien Anatoly Chtcharansky, détenu en URSS. A cette occasion, nous avons interviewé son épouse. Par ailleurs, Lionel Jospin a rencontré Natalia Stiglitz Chtcharansky pour lui renouveler le soutien du PS.



Madame Chtcharansky a été reçue par Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste. (Photo Pascal Lebrun).

Madame Chtcharansky, quelles nouvelles avez-vous de votre mari ?

Il est au cachot dans la prison du camp n° 35 à Perm, dans l'Oural, frappé de six mois d'internement par les autorités pénales. Son état de santé s'est considérablement aggravé. Il ne pèse plus que 48 kilos. Il a écrit à sa mère qu'il perdait la mémoire et la vue.

D'anciens prisonniers, comme Iossif Mendelevitch ou Cronid Lubarski, m'ont dit le danger de ce type d'internement. En général, après six mois et à l'issue d'un procès, les autorités transfèrent le détenu dans une autre prison plus importante.

Nous craignons qu'Anatoly ne puisse supporter ce transfert d'ici à un mois et demi. Déjà, lorsqu'il est arrivé au camp, en mars 1980, de la prison de Tchistopol où il avait passé trois ans, il est tombé extrêmement malade. Sa mère l'a vu arriver. Il avait l'air lamentable d'un forçat.

Quand sa mère, Ida Milgrom, l'a-t-elle vu pour la dernière fois ?

Il y a un an. Il ne peut écrire que tous les deux mois, seulement à sa mère, sans qu'il lui soit permis de citer aucun nom, pas même le mien. S'il reçoit des photos de moi ou de sa famille, tout ce qui représente la vie, on les lui confisque.

S'il les réclame, on lui répond : « *Quelle importance, quand tu seras relâché, tu les regarderas aussi longtemps que tu voudras* ». Ils essaient de lui prouver qu'il ne leur échappera pas. Par exemple en lui interdisant toute visite, ce qui est illégal.

Quand, à Moscou, sa mère a essayé de savoir pourquoi il avait été puni, on l'a mise à la porte. Âgée de soixante-treize ans, elle a décidé de se mettre en route vers le camp : trente-six heures de train, puis l'auto-stop sur des routes inondées par la fonte des neiges, où ne passent que les camions. Elle n'est même pas sûre de voir son fils. Mais elle veut au moins savoir par le commandant du camp.

Pouvez-vous nous rappeler pourquoi Anatoly Chtcharansky avait été condamné ?

En 1973, il avait fait une demande d'émigration pour Israël. Ensuite, il a été sans cesse persécuté. Nous avons été séparés voici sept ans, au lendemain de notre mariage, avec la promesse que, si je partais, il pourrait me rejoindre au bout de six mois...

Après la signature par l'URSS des accords d'Helsinki, nous avions retrouvé l'espoir. Mais, en fait, c'est après ces accords que le KGB a poursuivi plus durement ceux qui voulaient rejoindre leur famille.

Comme Anatoly s'est joint au groupe d'Helsinki pour y défendre les juifs, on a voulu faire de lui un exemple. « *Si vous ne renoncez pas à votre demande, il va nous arriver ce qui est arrivé à Chtcharansky* » disait-on à ceux qui voulaient émigrer.

On veut le briser. Je suis venu ici, notamment, pour parvenir à le sauver. En 1978, les manifestations qui avaient eu lieu ont empêché la condamnation à mort qui avait été requise.

Propos recueillis par Pierre LI

Le congrès du PS portugais ouvre ses travaux à Lisbonne

DUREMENT contesté depuis six mois par les principaux dirigeants du parti qu'il a fondé en 1973, Mario Soares sera néanmoins le grand vainqueur du congrès du PS portugais qui s'ouvrira vendredi à Lisbonne.

L'ancien premier ministre et actuel secrétaire général du PSP est assuré d'obtenir l'appui de plus de 60 % des délégués. Alors que Mario Soares souhaite redonner au parti son rôle directeur dans la vie politique portugaise, entre la droite et le PC, ses adversaires, qui se regroupent autour de Salgado Zenha, chef du groupe parlementaire socialiste, veulent créer une alternative de gauche avec l'actuel gouvernement du président de la République, le général Antonio Eanes.

Devancé aux dernières élections législatives de 1980 par le parti social-démocrate du premier ministre, Francisco Pinto Balsemao, le Parti socialiste portugais est soutenu par 28 % de l'électorat.

En pleine campagne électorale

Begin-Schmidt : l'escalade

CE n'est décidément pas le sens de la mesure qui caractérise Menahem Begin. Le premier ministre israélien a réitéré, mercredi, contre Helmut Schmidt, ses attaques personnelles, d'une manière plus virulente que la veille. Selon Begin, le chancelier allemand est resté fidèle à Hitler jusqu'au dernier moment durant la Seconde Guerre mondiale. « *Je ne sais,* a-t-il affirmé, *s'il a été membre du parti nazi, mais il a été un bon officier de l'armée allemande. Il n'a jamais rompu son serment de loyauté à l'égard de Hitler. Et il a combattu sur le front est. Il est de fait que la plupart des juifs ont été liquidés sur le front est.* » Begin a reconnu par ailleurs qu'il n'avait jamais pardonné au peuple allemand, parce qu'il pense qu'il porte une responsabilité collective.

Le gouvernement ouest-allemand a décidé d'adopter une attitude modérée. Son porte-parole a déclaré que Bonn ne voulait pas contribuer à l'actuelle escalade verbale. Mardi, celui-ci avait qualifié de « fausse » et d'« insultantes » les accusations prononcées par Begin en réaction aux déclarations de Schmidt sur le conflit israélo-arabe.

Les déclarations de Begin ont été critiquées par Nahum Goldmann, président d'honneur du Congrès juif mondial, qui les a mises sur le compte de la campagne électorale. Il est vrai que la droite, conduite par Begin, a toutes chances d'être battue par les travaillistes, le mois prochain. Ceci explique peut-être cela.

Cette polémique se déroule parallèlement à la poursuite des efforts diplomatiques en vue d'éviter un conflit syro-israélien au Liban.

Mercredi, Israël respectait une trêve, mais avertissait qu'en cas d'échec diplomatique une action militaire contre les forces syriennes pourrait être déclenchée. Le secrétaire général de la Ligue arabe, Chedli Klibi, a d'ailleurs dénoncé les concentrations de blindés israéliens à la frontière du Sud-Liban.

Selon la télévision de l'Etat hébreu, Moscou soutient la présence des missiles syriens au Liban, et Israël va se trouver face à un marché : un retrait des missiles syriens au Liban en échange d'un arrêt des opérations israéliennes contre les Palestiniens au Liban.

Obsèques républicaines pour Bobby Sands

C'EST ce jeudi après-midi que devait être célébrée à Belfast, dans l'église Saint Luke, la messe de requiem pour les funérailles républicaines de Bobby Sands. Le corps du jeune député, mort à la prison de Maze, y avait été transporté mercredi soir, accompagné de plusieurs milliers d'habitants.

Mais jeudi, la capitale de l'Ulster s'était grossie d'une foule bien plus importante de catholiques irlandais, venus y compris de la république d'Irlande pour suivre l'enterrement jusqu'au cimetière de Milltown, à cinq kilomètres de Saint Luke.

Alors que le mouvement républicain irlandais multiplie les appels au calme pour contenir la colère de la population catholique, Londres dépêche en Ulster un bataillon d'élite, le « Royal Gallois », formé pour intervenir sur tous les points du globe. Les affrontements de mercredi ont, provoqué déjà la mort d'un policier irlandais.

Aux Communes, onze députés travaillistes ont été, avec un Gallois, les seuls à protester contre l'intransigeance de Margaret Thatcher.

A Paris, huit mille personnes ont défilé mercredi soir, à l'appel du Parti communiste, avec George Marchais en tête.

EN 24 HEURES

LIBYE
Crise avec les Etats-Unis

Le gouvernement américain a décidé d'expulser tous les diplomates libyens en poste aux Etats-Unis, soit une soixantaine au total. Mercredi, le département d'Etat a reçu Ali Ahmed Houderime, chef de la mission diplomatique libyenne, pour l'informer de cette décision, qui n'implique pas une rupture des relations diplomatiques de la part de Washington.

POLOGNE
Démission des dirigeants du ZSL

Le présidium et le secrétariat du Parti paysan polonais (ZSL) devaient présenter leur démission en bloc, jeudi, au troisième plénum du comité directeur de leur parti. Par ailleurs, la Diète polonaise, c'est-à-dire le Parlement, vient de donner son aval à la mise en place à la campagne de structures analogues à celles du monde ouvrier, après la signature de l'accord de Gdansk.

CHINE
Pékin prévient Washington

La Chine a lancé un nouvel avertissement indirect au gouvernement américain sur la question de la vente éventuelle d'armes à Taiwan. Le *Renmin Ribao*, quotidien officiel du parti, a rappelé que le gouvernement de Pékin reste opposé à la théorie des « deux Chine ».

TCHECO-SLOVAQUIE
Deux Français risquent dix ans

Deux jeunes Français, arrêtés le 28 avril en Tchécoslovaquie, passeront en jugement pour avoir transporté dans leur véhicule des documents qualifiés de « subversifs ». Gilles Thonon, conseiller juridique, et Françoise Anis, étudiante en droit, tous deux domiciliés dans la région parisienne, risquent une peine maximale de dix ans de prison.

YOUGOSLAVIE
Plénum sur le Kosovo

Le XXe Plénum du comité central de la Ligue des communistes yougoslaves devait se réunir jeudi, à Belgrade, afin de « *discuter des activités ennemies et contre-révolutionnaires* » dans la province du Kosovo, à minorité albanaise.

JAPON
Suzuki à Washington

Le premier ministre du Japon, Zenko Suzuki, a entamé une visite officielle de quatre jours aux Etats-Unis. Au cours de ses deux entretiens avec le président Ronald Reagan, l'accroissement de la participation japonaise à l'effort de défense occidentale sera analysé. Contrairement au souhait des Etats-Unis, le Japon ne semble guère disposé à faire un effort en ce sens.

ETATS-UNIS
Scandale pour une révérence

La révérence faite la semaine dernière par le chef du protocole de la Maison-Blanche, Léonore Annenberg, en accueillant le prince Charles d'Angleterre aux Etats-Unis, suscite depuis plusieurs jours des commentaires enflammés dans la presse de Washington et a même entraîné, mardi, un commentaire officiel de la Maison-Blanche et du département d'Etat. La publication d'une photo montrant Mme Annenberg, épouse d'un ancien ambassadeur en Grande-Bretagne, pliant le genou devant le prince, à sa descente d'avion, a déchaîné une tempête de protestations.

stam
Travaux Publics et Bâtiments
Assainissement routes - Location de voitures
5 à 13, rue de la Distillerie - 59100 Roubaix Tél. : 02.01.37

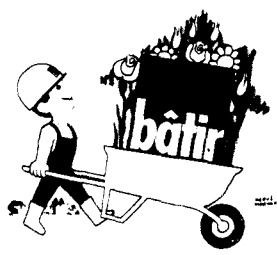
Union de Services Publics
ORDURES MÉNAGÈRES
TRAITEMENT - COLLECTE
EXPLOITATION DE DÉCHARGES
NETTOYAGES INDUSTRIELS
SUCCURSALE DE CLERMONT-FERRAND
6, boulevard Saint-Jean Tél. : 91.50.01
Siège social : 71, rue du Général-Leclerc - 95600 EAUBONNE
Téléphone : 959.29.22

transexel
est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :
• la création
• l'organisation
• la gestion
• le développement de leurs réseaux de transports de voyageurs
156, rue de l'Université 75326 PARIS Cedex 07 - Tél : 550.32.04

C'est le moment d'acheter votre maison Bâtir
Les prêts sont là !
à Lille, Arras, Valenciennes, Dunkerque, Boulogne-sur-Mer, Amiens, Lens, Douai.



En devenant propriétaire maintenant de votre maison Bâtir, vous bénéficierez de prêts attractifs obtenus au meilleur taux.
Un financement à 100 % est possible pour une famille de 3 enfants dont un de moins de 4 ans.
Prix tout compris ferme et définitif DÈS VOTRE RÉSERVATION
LILLE 38, rue de l'Hôpital-Militaire Tél. (20) 54.48.35
ARRAS : 11, rue du Mal de-Lattre-de-Tassigny Tél. (21) 21.26.09
VALENCIENNES 2, av. Sénateur-Girard Tél. (27) 30.02.19



DUNKERQUE : 48, rue de Soubise Tél. (28) 66.36.80
BOULOGNE : 11, rue Saint-Louis Tél. (21) 30.62.31
AMIENS : 17, rue de Noyon Tél. (22) 91.23.38
LENS : 6, rue Kléber Tél. (21) 28.29.69
DOUAI : 208, place du Barlet Tél. (27) 88.75.86
Un constructeur solide

A propos du «renouveau socialiste»

Brejnev recherche-t-il une vitrine polonaise?

Comment porter un coup fatal aux «ours savants de la social-démocratie» , telle est la nouvelle stratégie de Moscou

LA Pologne du renouveau, vitrine du socialisme? Selon le chef du bureau de l'AFP à Varsovie, Jacques Michel Tondre, *« un succès du « renouveau socialiste », dans lequel s'est engagée la Pologne, fournirait au bloc de l'Est un formidable argument de propagande et pourrait porter un coup fatal à la social-démocratie en Europe occidentale ».*

« Cette thèse audacieuse, poursuit-il, *est développée en privé par un nombre croissant d'observateurs polonais qui pronostiquent, à terme, un revirement complet d'opinion de la part de ceux-là même qui font depuis dix mois, à l'Ouest, une exploitation antisoviétique et anticommuniste de la crise de l'été 1980 en Pologne et de ses suites.*

» Elle est également défendue, dit-on, *par les dirigeants polonais dans leurs discussions souvent tendues avec leurs partenaires au sein du pacte de Varsovie et du Comecon et certains membres de la direction soviétique, — singulièrement le président Leonid Brejnev — n'y seraient pas insensibles. »*

Un profond traumatisme

Toujours selon Tondre, ces mêmes observateurs rappellent que *« la façon dont il avait été mis fin au Printemps de Prague, en 1968, avait provoqué au sein des Partis communistes en France, en Italie, en Espagne, un profond traumatisme qui a pesé sur les élections dans ces pays et favorisé les partis bourgeois.*

» L'intervention en Afghanistan a eu les mêmes effets qui se sont étendus à l'ensemble du monde musulman. A l'inverse la Pologne pourrait devenir la vitrine d'un nouveau communisme ».

« Le succès de l'expérience polonaise, estime-t-on à Varsovie, *suppose que soient réunies trois conditions : que le Parti polonais restaure sa cohésion et son autorité, que la politique du renouveau socialiste reste pour l'immédiat circonscrite à la Pologne, sans risque de contagion extérieure, que les communications entre l'URSS et la RDA par la Pologne soient assurées d'une sécurité absolue.*

» En outre, il suppose que s'établissent entre le parti polonais et le sundicat Solidarité de Lech Walesa des relations harmonieuses et de coopération qui permettent à la Pologne de se relever du désastre économique... »

Vitrines vides

Prudent, Tondre estime que ce qui pourrait devenir le modèle polonais n'est pas encore *« un défi ».* A Varsovie, les vitrines se vident et à défaut de s'alimenter on peut les nourrir d'espoir sans que ce soit tout à fait du vent : la détermination populaire n'a-t-elle pas, en effet, aboutit à des changements inimaginables voici un an?

Mais quelque jugement qu'ils portent sur la social-démocratie, on s'étonne que les observateurs cités par l'AFP, se préoccupent de lui répondre avant de satisfaire les travailleurs polonais eux-mêmes.

Ceux-ci exprimaient tout récemment leurs inquiétudes dans une longue déclaration de la Commission nationale de Soliodarité sur l'attitude du gouvernement, publiée le 1er mai dernier, dans l'hebdomadaire *Solidarité :*

« ...A notre avis, le programme en 10 points du gouvernement) *ne soulève aucune des questions fondamentales qui conditionnent la sortie de notre pays de la crise économique...*

» Nous voulons souligner que jusqu'à aujourd'hui, aucun rapport sur l'état de l'économie, ni aucun plan de stabilisation de celle-ci n'a été présenté à notre syndicat et à l'ensemble de la société. Nous estimons quwune discussion sérieuse et concrète sur les problèmes économiques ne sera possible qu'en présentant à l'opinion publique les documents promis depuis longtemps.

» ...Il est frappant de voir que même certains points du programme gouvernemental ne sont pas réalisés. En particulier, nous devons exprimer notre inquiétude quant à la situation dans la construction de logements et quant aux projets de la réduire...

» ...Notre syndicat exprime son inquiétude quant aux réductions sensibles d'emplois signalées dans les entreprises... »

Le renouveau

Enfin, s'il y a en URSS des partisans du renouveau socialiste, ils ne s'expriment pas dans la *Gazette littéraire.* L'hebdomadaire moscovite vient de consacrer une page à expliquer que ce mot d'ordre n'est que le *« cheval de bataille »* des *« ennemis du socialisme ».* Une page? Fallait-il convaincre Brejnev?

Pierre LI

Après la visite à Paris de Guillermo Ungo,
président du Front démocratique révolutionnaire (FDR)

Le PS est solidaire de la lutte du peuple salvadorien

Voici le texte du communiqué diffusé par Lionel Jospin, premier secrétaire du PS :

« Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, a reçu le 4 mai Guillermo Ungo, président du Front démocratique révolutionnaire de El Salvador, et Hector Oqueli, responsable des relations internationales du Front démocratique révolutionnaire, qui l'ont informé sur la situation politique et militaire de leur pays.

Guillermo Ungo et Hector Oqueli ont regretté le silence complice du gouvernement fançais dans les organisations interntionales, lors des résolutions condamnant les violations des droits de l'homme à El Salvador, et ont manifesté leur espoir de voir un changement de la politique du gouvernement français.

Lionel Jospin leur a réaffirmé l'appui et la solidarité des socialistes français à la lutte du peuple salvadorien pour l'établissement de la démocratie. »

Des jours sans pain...

Un boulanger au chômage, à qui les PTT réclament 180 000 francs, fait la grève de la faim à Orléans



Marcel Robin, quarante-deux ans, fait la grève de la faim depuis deux semaines pour protester contre un jugement, prononcé dans le cadre de la loi anti-casseur, aux termes duquel il se voit contraint de payer près de 180 000 francs, tout cela, afin de rembourser à l'administration des Postes et Télécommunications les dégâts provoqués par son fils Dominique à plusieurs cabines téléphoniques d'Orléans.

AU quinzième jour de sa grève de la faim, Marcel Robin tient le coup : « *Etant donné les antécédents, c'est pas normal que je doive payer la somme. Si on m'avait pas enfermé dans une cellule, si on m'avait pas passé les fers aux pieds, mon fils ne serait pas un dévoyé. Je ne suis pas responsable de ce qu'il a commis.* »

Pour comprendre l'affaire Robin, il faut remonter à 1971. A cette époque, Marcel Robin, tenait une petite boulangerie dans une localité proche d'Orléans, au bord de la Loire. Un supermarché devait être construit à quelques centaines de mètres de chez lui. Nicoud commençait à appeler les petits commerçants à la grève des impôts, Robin emboîte le pas, refuse de payer ses impôts et ferme sa boutique. En 1974, quand il ne peut plus payer de loyer, son propriétaire lui notifie, par voie d'huissier, l'obligation de quitter son logement. Robin résiste et accueille les gendarmes à coups de fusil. « *Des coups de feu d'intimidation,* précise-t-il, *qui ont fait, par ricochet, trois blessés légers.* »

Trois semaines après ce mini-fort Chabrol, Marcel Robin se rend. « *J'ai été embarqué immédiatement. On m'a fait passer devant des psychiatres et on m'a envoyé à Paris les fers aux pieds et un pistolet mitrailleur sous le nez. J'ai été condamné à huit mois de prison, dont quatre ferme. Ils m'ont d'abord enfermé à la Santé avec des fous, puis à Orléans où j'ai partagé la cellule d'un criminel. Après ma libération, j'ai vécu dans les bois pendant un mois, comme un sauvage : je ne pouvais pas rentrer chez moi. Les chaînes me serraient encore les pieds et je n'aurais jamais pu regarder mes enfants dans les yeux.* »

Sans travail, Marcel Robin quitte sa femme et ses enfants pour s'installer à Orléans. Avec sa camionnette, il trouve un travail de transporteur, mais l'administration refuse de l'inscrire au registre des métiers sous prétexte qu'il n'a pas de CAP de transporteur et que son casier judiciaire n'est pas vierge.

« *En 1980, j'ai dû faire la grève de la faim pour que ma peine soit transformée et ne m'empêche pas d'exercer une activité. Ça n'a duré que trois heures et j'ai finalement obtenu gain de cause.* »

Emmitouflé dans ses couvertures, au fond du lit qu'il a installé à l'arrière de sa camionnette, Marcel Robin est sûr de gagner : « *Je n'ai pas les moyens de payer. Et même si j'étais milliardaire, je refuserais de payer ces 18 millions : je ne me sens pas responsable de ce que mon fils a commis. Je veux que mon cas fasse jurisprudence : il ne faut pas que, dans notre pays, on puisse passer les fers aux pieds de n'importe qui sans raison.* »

Au fond de son lit, Marcel Robin sourit en allumant une autre cigarette. Il se prépare à passer une nouvelle nuit en solitaire dans son véhicule installé sur le parking, devant la gare d'Orléans. Autour de lui, la vie continue ; dans l'indifférence quasi générale : « *Ici,* m'a-t-on dit, *les gens ne s'affolent pas. Tant que ça ne les concerne pas, ils ne bougent pas.* » Pas concernés, vraiment ?

Pierre POIX

Mourez, nous ferons le reste!

Depuis un siècle, les commissaires de police bénéficient à chaque décès du privilege de recouvrer les vacations funéraires

De notre correspondant à Bordeaux.

DEPUIS près d'un siècle, une loi impose la présence d'un commissaire de police lors de la mise en bière d'un mort. Cela afin d'éviter toute confusion quant à l'identité du défunt, et de décourager toute tentative de substitution du cadavre ou autre tour de passe-passe. A cet effet fut créée une taxe, versée par la famille du défunt, visant à couvrir les frais de la « course en calèche » du commissaire.

Depuis, les moyens de locomotion ont bien sûr évolué, mais la taxe existe toujours, sous le nom de « vacation funéraire ». Sans doute pour inciter les commissaires à assister à la levée des corps, qui a lieu très tôt le matin dans les cliniques soucieuses de ne pas nuire à leur image

Comme s'il fallait convaincre les gens que l'on y vient uniquement pour guérir et non pas pour mourir, alors même que la majorité des décès a lieu, de nos jours, en hôpital ou en clinique. Aussi l'heure de la levée des corps dans les établissements de soin se confond-elle avec celle du ramassage des ordures ménagères.

Le montant des vacations funéraires est fixé par les municipalités; il oscille entre 40 et 80 francs. Aux termes de la loi du 30 mars 1902, seuls les commissaires de police et les gardes champêtres sont à même d'assister aux opérations de mise en bière et de signer les procès-verbaux d'inhumation. En cas d'empêchement, le commissaire peut déléguer un de ses subordonnés, mais le montant de la vacation doit alors être reversé à la famille concernée (disposition confirmée par la circulaire ministérielle du 29 novembre 1947). Or, nombreux sont les commissaires qui se déchargent de manière systématique de cette tâche ingrate — il faut se lever aux aurores — sur les inspecteurs, qui eux-mêmes confient parfois la corvée aux garçons de salle des hôpitaux et des cliniques. Cela sans que les commissaires renoncent pour autant à empocher leurs vacations.

Les familles endeuillées n'ont certes pas le cœur à contrôler le grade du fonctionnaire qui remplit les formalités, et le prix de la vacation ne représente qu'une somme négligeable comparée aux frais occasionnés par les obsèques. L'inspecteur de police, lui, se voit récompensé de sa peine par un « pourboire » laissé à l'appréciation de son commissaire (7,50 francs dans certains commissariats !).

L'illégalité est totale, mais cette pratique existe depuis si longtemps qu'elle est entrée dans les mœurs. Pas pour le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), qui dénonce avec virulence le scandale de cette taxe sur la mort. Selon lui, les vacations funéraires représentent jusqu'à 60 % du salaire des commissaires. Dans certaines communes « privilégiées », comme celle de Lourdes, dernier recours de nombreux malades, leur montant dépasserait les 10 000 francs par mois. Ce qui explique que les commissaires en place dans ces villes montrent généralement peu d'empressement à accepter leur avancement, synonyme de mutation. « *Les seules opérations effectuées par les commissaires sont les exhumations et les incinérations, dont le paiement est plus intéressant* », ajoute le SNAPC. Aussi invite-t-il ses membres à refuser de prélever la « dîme » sur la mort, en indiquant bien que la vacation doit être gratuite en l'absence du commissaire, et il attire l'attention des municipalités sur le respect de la législation en vigueur.

Au ministère de l'Intérieur, on serait partisan de la suppression pure et simple du paiement des vacations funéraires. Mais, pour l'instant, aucune décision n'a encore été prise. L'absurde de ce système ne réside pas tant dans la subdélégation de leurs attributions par des commissaires qui n'ont ni le temps ni l'envie de s'acquitter d'une tâche somme toute fastidieuse, mais dans l'existence d'une loi désormais caduque, dont on n'a retenu que les avantages pécuniaires. Pourquoi ne pas confier à un fonctionnaire municipal assermenté la surveillance des opérations de mise en bière? La police y gagnerait en moralité ce que les commissaires y perdraient en privilège.

Gérard MUTEAUD

Secret d'étage

UN loyer mensuel de 2 500 francs pour un appartement de 374 mètres carrés rue de Seine... Quelle chance il a, Jacques Dominati, quand même!

Vivre à Paris, en plein quartier Latin, dans un hôtel particulier, mon rêve... D'accord, je ne suis pas secrétaire d'Etat, mais puisque lui profite d'une telle aubaine, pourquoi pas moi?

Mes deux quotidiens du matin en main, j'ai coché fébrilement les petites annonces immobilières, ne m'attardant — on est snob ou on ne l'est pas — qu'aux Ve et VIe arrondissements. Las ! il me fallut déchanter.

Première constatation : les hôtels particuliers en location ne sont pas légion, les appartements de plus de 200 mètres carrés visiblement rarissimes. Et, pour 175 mètres carrés — une misère — il fallait débourser 10 000 francs de loyer mensuel (sans compter les provisions, ni la commission d'agence) ; pour 100 mètres carrés, 5 000 francs ; et pour 80 mètres carrés, 4 500 francs.

Mais alors, avec 2 500 francs, que pouvait-on espérer? Quelques coups de fil à diverses agences me rappelèrent la dure réalité : « Pour ce prix-la, inutile d'espérer plus de 50 mètres carrés. Mais vous pouvez escompter un deux-pièces avec le confort. »

Consternée, je me suis retournée vers l'Office d'HLM, puisque, comme son nom l'indique, les loyers y sont modérés. L'employé me découragea : « Actuellement, il n'y a plus d'attribution d'HLM sur Paris; seules certaines personnes sont relogées, comme aux Halles, lorsque leur immeuble est rénové. Comptez au moins six ans d'attente pour obtenir un appartement à la périphérie. » *Certains débrouillards ont obtenu pourtant dans la capitale des trois-pièces de 50 mètres carrés pour 380 francs, sans chauffage (HLM construites en 1923 et restaurées), ou des trois-pièces de 64 mètres carrés pour 800 francs (immeubles de 1972). La superficie excède rarement 80 mètres carrés.*

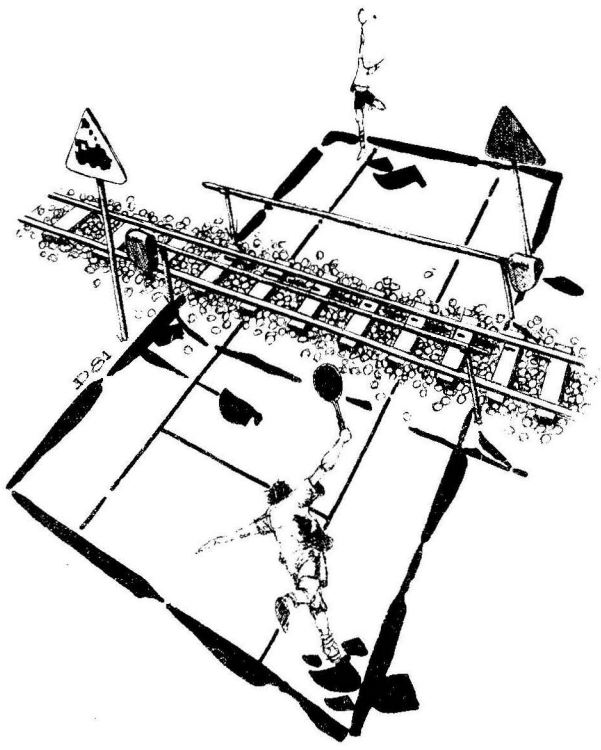
Dites-moi, Jacques Dominati, quel est donc votre secret?

Carine LENFANT

• **L'Association nationale des parents d'enfants aveugles** (ANPEA) déplore, dans une lettre adressée à la presse, « *qu'aucun des candidats à la présidence de la République n'ait pensé au problème de lecture, par les aveugles, des bulletins de vote mis à la disposition des électeurs français* ».

ERTP
TRAVAUX PUBLICS & BATIMENT
244, rue du Faubourg des Postes - 59000 LILLE
Tél. : (20) 97.14.04

SOF - TRA - NET
Rue de lille
59250 HALLUIN - Tél. : 94.53.27
Collecte et exploitation d'usine d'incinération de la C.U.D.L.
Enlèvement et traitement des déchets industriels et commerciaux



AU SPRINT

• **Le poids léger français Frédéric Geoffroy** s'est qualifié mercredi soir, à Tampere pour les demi-finales de la catégorie, en battant le Hongrois Gabor Takacs par arrêt de l'arbitre à la première reprise (au bout d'une minute de combat).

• **L'Italien Giovanni Battaglin** occupe toujours la tête du Tour d'Espagne cycliste, mercredi, à l'issue du deuxième secteur de la quinzième étape, un contre-la-montre individuel, disputé à Saragosse sur 11,300 km, qui a connu un dénouement mouvemente. Les commissaires, après avoir donné, dans un premier temps, l'Espagnol Jose-Luiz Lopez Cerron vainqueur, l'ont déclassé au profit du Français Régis Clère, lui infligeant au passage deux minutes de pénalité. Le classement général du Tour d'Espagne cycliste est le suivant, à l'issue de la quinzième étape :

1. Giovanni Battaglin (Ita.); 2. Pedro Munoz (Esp.); 3. Vicente Belda (Esp.); 4. Jorghen Marcussen (Dan.); 5. Antonio Coll (Esp.); 6. Angel Arroyo (Esp.); 7. Régis Clère (Fra.).

• **L'équipe de France** de basket a pris une belle revanche sur Cuba, mercredi soir à Poitiers, en l'emportant par 102 à 90 au terme d'une rencontre jouée très rapidement, à la limite même d'une certaine virilité, notamment de la part des Cubains, et plus particulièrement de Simon, sorti pour cinq fautes.

Le succès des Français a été assuré dès les dix premières minutes de chaque mi-temps, Cuba revenant dangereusement par la suite, notamment grâce à la technique de Ortiz et Suleta, et au gabarit de Simon.

• **L'Italie a battu la Yougoslavie 90/74 (47/44)** au cours d'une rencontre amicale de basket-ball, mercredi soir, à Bologne.

• **Les Etats-Unis et l'Australie** continuent de dominer le groupe « rouge » de la Coupe des nations de tennis, après leurs victoires respectives sur la RFA et l'Italie, par le même score de 2-1, mercredi à Düsseldorf.

Toutefois, la victoire des Américains n'a pas été chose aisée. Dès le premier simple, Harold Solomon éprouvait de grosses difficultés pour venir à bout de l'Allemand Rolf Gehring (6/7), 7/5, 6/3).

La rencontre Australie-Italie s'est jouée elle aussi dans le double, Kim Warwick et Peter McNamara prenant le meilleur sur Corrado Barazzutti et Paolo Bertolucci en deux sets (6/1, 6/3).

Souscrivez pour la victoire

Vous le savez, le PS n'a pas les moyens de Giscard. Alors, pour gagner, le PS a besoin de vous. Le geste à faire : renvoyer, avec votre versement, le bon qui figure ci-dessous.

Ce geste-là, si vous êtes nombreux à le faire, peut avoir une influence décisive sur l'issue de notre combat.
Le Parti socialiste compte sur vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste » 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.



Tout commence à l'école...

Le sport ne peut se développer sans une éducation appropriée, souligne Jean Glavany, responsable des questions sportives au Parti socialiste

C'est au service de l'individu, de son épanouissement et de sa liberté que les socialistes désirent placer le développement des activités physiques et sportives. Selon le Parti socialiste, elles sont « porteuses de valeurs éducatives et culturelles », trop largement étouffées ou déviées par la droite au pouvoir. Le PS veut renverser ces barrières et ces hiérarchies qui font de l'éducation physique et sportive une « sous-matière » de notre système éducatif.

A trois jours de l'élection présidentielle, nous sommes allés interroger Jean Glavany, rapporteur spécial du PS aux sports et loisirs.

— Quel est le constat fait par les socialistes, après sept années de pouvoir giscardien, en matière d'éducation physique et sportive ?

J.G. — Si l'on constate un désengagement budgétaire de l'Etat dans ce domaine, ce n'est pas le fruit du hasard. Il s'agit en fait d'une volonté délibérée. En 1974, le pouvoir nouvellement mis en place nous promettait de porter à 1 % du budget de l'Etat la part du département Jeunesse et Sports. Le résultat est, en 1980, de... 0,63 % ! C'est la preuve que, pour le pouvoir, les valeurs éducatives et culturelles de l'activité physique ne sont pas prioritaires et ont été balayées.

— Quels sont les changements qui interviendront une fois François Mitterrand élu président de la République ?

J.G. — Il n'y a pas de priorité plus importante pour nous que la priorité éducative. C'est la ligne de clivage qui nous sépare de la droite. Dire cela, c'est affirmer une volonté politique. Il faut que l'Etat assure en cette matière ses responsabilités.

— Mais comment ?

J.G. — Tout commence à l'école. Chacun sait que l'on ne peut développer le sport dans la vie quotidienne sans une éducation appropriée. Si la priorité c'est l'école, l'école c'est l'Etat. Le service public et laïque doit assurer sa mission éducative. Nous préconisons deux types de changements. L'un est quantitatif, l'autre qualitatif. Le premier consiste à augmenter le nombre d'heures d'éducation physique et sportive. Aujourd'hui, deux heures et dix minutes sont dispensées chaque semaine par 25 000 enseignants. Nous avons pour objectif les cinq heures hebdomadaires. Ce qui implique un doublement des effectifs.

Le changement qualitatif est également essentiel. Les élèves ont de trente à trente-cinq heures de cours par semaine. Deux heures d'éducation physique constituent une aberration complète. L'équilibre physiologique des enfants est sacrifié. Il faut faire en sorte que, dans la pédagogie du secondaire, cette discipline soit une matière comme une autre, où l'élève ne serait pas dispensé pour un oui ou pour un non.



« On ne peut modifier les structures sportives sans changer les problèmes de fond »

— Et au sortir de l'école ?

J.G. — C'est le mouvement sportif qui permettra le bon développement des activités physiques. Deux écueils guettent le mouvement sportif. L'étatisation, où sportifs et entraîneurs sont des fonctionnaires. Système appliqué dans les pays de l'Est, et condamnable au nom de l'analyse politique de notre parti. Le mercantilisme et l'abandon du sport aux intérêts privés est le second danger.

— Il semble que l'action de Giscard et de Soisson n'ait pas évité ce double écueil ?

J.G. — En effet, leur politique a consisté en un mélange des deux. Giscard d'Estaing a organisé le sport de haut niveau en sport d'Etat. Son ministre est devenu un ministre-sélectionneur, qui distribue des plans de carrière. Concernant le sport de masse, nous constatons son abandon entre les mains des intérêts privés. C'est un sport - bien de consommation, qui relève de l'économie libérale. Regardons le prix d'une heure de tennis... Et ne prévoit-on pas un péage sur les pistes de ski de fond ?...

Donner de véritables moyens au mouvement associatif en général et au mouvement sportif en particulier est la pierre angulaire de nos propositions. C'est la voie originale socialiste de développement du sport.

— Vous venez d'évoquer le mouvement sportif. Il semble que les socialistes aient un différend avec le président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

J.G. — Le président Collard a pris position pour le candidat Giscard. En tant qu'individu, c'est son droit. Mais le faire en qualité de président du CNOSF est scandaleux. C'est une malhonnêteté qui engage ainsi 8 millions de licenciés. De plus, il déforme les propositions du PS afin de développer un réflexe de peur. L'argument a trop servi.

En outre, il nous demande de reconnaître son comité comme l'interlocuteur privilégié. Il oublie que les pouvoirs publics n'ont pas à désigner tel organisme comme partenaire privilégié. Et puis n'oublions pas que, par la reconnaissance du CNOSF en 1975 (loi Mazeaud), le pouvoir lui a donné un bâton de maréchal. Ainsi, il ne se remet pas en cause, alors qu'il ne représente pas le sport scolaire, universitaire et affinitaire, ni d'importantes fédérations telles que celle de basket.

— Votre programme préconise la démocratisation du sport. Des disciplines telles que la voile, le tennis et le golf, plus précisément réputées ségrégatives, sont-elles concernées ?

J.G. — Dans un premier temps, des expériences d'équipements gratuits peuvent être tentées par des communes sur la base d'associations sportives municipales.

Le développement de la gratuité se heurte à l'organisation capitaliste de la société. On ne peut changer les structures sportives sans modifier les problèmes de fond. Les municipalités n'ont pas le contrôle des sols, et il est plus rentable de construire un building plutôt qu'un équipement sportif gratuit. Si les fédération de disciplines coûteuses, qui désirent aider à la démocratisation de leur pratique, ont les mêmes objectifs que nous, il est évident que nous les soutiendrons.

— Désirez-vous mettre un terme au système des « enveloppes » et des dessous-de-table ?

J.G. — Puisque l'on reconnaît le professionnalisme, il doit s'officialiser. Les sportifs de haut niveau seront des salariés, bénéficiant à ce titre de la protection sociale qui leur est due. Fini les revenus cachés. Les « enveloppes » qui doublent les salaires se retournent bien souvent contre leurs bénéficiaires, car elles peuvent leur être retirées du jour au lendemain.

— Les socialistes ont-ils des réponses à la violence qui envahit le sport ?

J.G. — C'est une violence sociale. Notre société est violente. C'est le fruit de frustrations, d'inégalités et d'injustices. Mais il s'agit évidemment d'un problème éducatif. Les entraîneurs n'ont bien souvent qu'une pédagogie : apprendre à gagner. Là aussi, il faut former les éducateurs.

— La présence de la médecine ne doit-elle pas être plus effective dans la pratique du sport ?

J.G. — Nous demandons la généralisation du livret de santé obligatoire avec l'appréciation des enseignants d'éducation physique. Le contrôle médico-sportif pourrait se faire sous la responsabilité des offices municipaux des sports. Le sport doit être épanouissement du corps et non aliénation. Dans cette logique, l'usage de médicaments tels que les amphétamines doit être condamné.

— Pour conclure, que pensez-vous du refrain bien connu selon lequel sport et politique ne doivent pas être mélangés ?

J.G. — C'est tout à fait dans l'esprit de la droite de dépolitiser. Selon elle, le sport serait pur et par conséquent, la politique impure. Notre devoir est de régénérer la politique, dans le sens de la vie de la cité. Le discours de la droite ne tient pas debout. Que je sache, le sport a un ministre, une loi (loi Mazeaud) et un budget. Il faut remettre le sport au service de l'individu.



« La violence dans le sport ? C'est une violence sociale, le fruit de frustrations, d'inégalités »

Propos recueillis par
Philippe BALLAND et Félix CHIOCCA

PORTRAIT

Daniel Varsano : l'humour au bout des doigts

« J'AI commencé par lui donner des coups de pieds, et ensuite... je l'ai caressé ! »

Daniel Varsano, vingt-huit ans parle ainsi de son piano, avec lequel il entretient, apparemment, des rapports étroits. Chez ce jeune homme, né de mère russe et de père à la fois Roumain et Bulgare, la flamme mystique d'un héros de Dostoïevski se lit dans le regard dès le premier instant : « *Je suis croyant mais ma foi est tout à fait abstraite,* dit-il. Rien d'étonnant pour un pianiste, pour un interprète comme moi, qui est condamné à vivre les morts. »

Sous les doigts de Daniel Varsano, ces morts reprennent vie, qu'il s'agisse de Haydn dont il va enregister très bientôt les concertos en collaboration avec l'Orchestre de chambre de Prague ; de Schumann, avec les Krieslerianas ; de Beethoven ou de Jean-Sébastien Bach. Pour aborder l'œuvre de ce dernier, le pianiste s'est plongé dans une reconstitution totale d'un siècle où dominaient la foi et la confiance. Mais l'amour, il le doit également à la spécialiste mondiale, Rosalyn Tureck, qui, aux Etats-Unis, fait école.



Daniel Varsano et son chat Bongo.

Les Etats-Unis représentent aujourd'hui une part de son âme. C'est en effet à Los Angeles qu'il termine ses études secondaires, puis qu'il aborde la musicologie et l'étude du piano en tant que professionnel.

Il obtiendra son diplôme de concertiste ainsi qu'un premier prix.

Après de nombreuses tournées aussi bien dans le continent américain qu'au Japon, et les leçons d'un second maître éminent — cette fois un Français —, Pierre Sancan —, la firme CBS lui donne la possibilité non seulement d'exister mais de faire rayonner un art bien personnel.

« *Si je suis doué musicalement, je ne le suis pas techniquement,* souligne-t-il. *Remarquez que c'était déjà le cas d'Yves Nat et d'Alfred Cortot. Ce n'est celui ni de Michelangeli, ni de Pollini ou de Richter, mais je crois que les interprètes ont souvent tort de se fier à leur propre talent et de ne pas écouter ce que leurs disent les compositeurs à travers leur musique.* »

Après Bach et Beethoven, il pense attaquer Gabriel Fauré, les *Nocturnes*, la *Ballade*, et *Dolly* en collaboration avec la grande Magda Tagliaferro. C'est un pont entre le passé et l'avenir, car cette grande dame a connu personnellement Fauré, qui, contrairement aux interprètes contemporains, avait horreur de l'*l'agitato*.

Daniel Varsano se sent plus à l'aise encore avec Erik Satie. D'où son clin d'œil au maître avec la superbe tenue tee-shirt et tennis qu'il arbore sur la pochette du disques 33 tours qui lui a valu le grand prix de l'Académie du disque français.

« *L'humour, c'est la politesse du désespoir.* » La formule convient très bien, tout à la fois au Satie des *Gymnopédies* qui annonçait le Ravel du *Concerto en sol*, et à Daniel Varsano. Son jeu est celui du solitaire, mais aussi de toute une génération de pianistes... qui a peut être trouvé en lui un maître.

Pierre G. BRÉANT

• *Daniel Varsano donnera un concert Erik Satie à la salle Gaveau à Paris, le 3 juin, à 21 heures.*



(Photo Bernand)

Karumanta, ou la mémoire des Andes

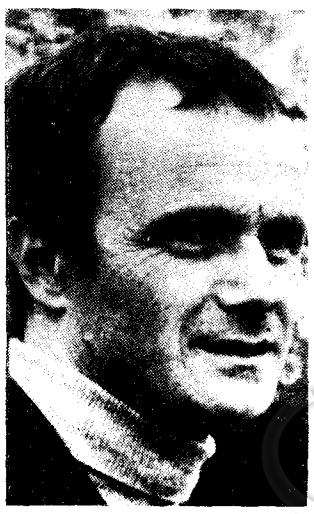
ILS sont dix-huit. Six couples de danseurs et six musiciens. Boliviens, Péruviens ou Chiliens. Au son des flûtes, du charango, des percussions, et du bombo, ils ressuscitent, dans le chatoiement des couleurs et des costumes de fête, la tradition du folklore des Andes, ancré au cœur d'une réalité quotidienne. Théâtre de la Plaine. 13, rue du Général-Guillaumat, Paris. Jusqu'au 17 mai.

Le groupe a réalisé plusieurs enregistrements, dont *La misa criolla* d'Adriel Ramirez (disque SFP FP 6 2017) et *Chants libres d'Amérique latine - Jorge y Beb* (disque Tradition 30 JB 7703).

LIVRES

Enquête parmi les combattants

« Là-haut », de Pierre Schoendoerffer



Pierre Schoendoerffer.

« *ON voulait pas savoir, on voulait croire.* » Croire à la vérité, à la justice, à la beauté, au « quitte ou double » de la vie ou de la mort, quand le théâtre a pour foyer la guerre du Viêt-nam, quand les galons se gagnent sur les champs de bataille des affrontements entre l'homme et l'homme.

Pierre Schœndoerffer, le cinéaste, l'auteur de *l'Adieu au roi* et du *Crabe-Tambour*, a consacré deux années à l'élaboration de ce roman. Une nostalgie immense ressort de cette épopée de la guerre d'Indochine, où rigueur, amour, orgueil, ivresses, se mêlent en un orchestre savamment mené par la curiosité d'une journaliste démêlant l'écheveau de la complexité humaine.

Son enquête sans faiblesse fait tomber les masques du mépris des valeurs au pays des hommes, les vrais, ceux qui ont combattu, l'arme à la main, mais le visage nu et les yeux ouverts et puis refermés sur la gifle des incompréhensions. L'on veut encore crier lorsque les « certitudes intérieures » sont là qui vous harcèlent et vous contraignent aux situations extrêmes. L'homme n'en garde qu'une seule assurance : l'énigme de la vie est une quête glorieuse, mais la réalité finale ne demeure-t-elle pas le songe ?

C'est en tout cas un songe de beauté ou d'horreur que poursuit Henri Lanvern, cinéaste célèbre, engagé volontaire à dix-huit ans, disparu en Thaïlande au cours du tournage de l'un de ses films. L'enquête est menée sous l'œil d'une journaliste innocente, soutenue par des amitiés profondes amenées à la barre chacune à son tour, tel un rempart aux indécences, barrières dressées à la gloire des indépendances humaines.

Et puis, érigé pour la pudeur et l'ironie des dignités, le rire, dont Schoendoerffer voile ces « bouffées de terreur », obsessions de nos cœurs, choix de notre destin quand il n'est pas écrit, dans la recherche solitaire de notre plus grande sagesse. « *Car, ce qui importe,* écrit-il, *c'est que toujours on peut se relever.* »

Ghislaine DUMAS

• *Editions Grasset, 349 pages.*

EXPOSITION

Un duo subjectif de l'objectif

LE hasard nous conduit au centre Georges-Pompidou, à la salle contemporaine, et là c'est un choc visuel saisissant, l'imagination au pouvoir, le délire, mais aussi la conscience sourde d'une société brutale, d'une existence flouée.

L'utilisation très originale de la matière photographique traduit une visualisation inquiétante du monde d'aujourd'hui. Violence, sexualité, angoisse, solitude, éclatent dans des compositions photographiques aux tailles impressionnantes.

Par des moyens visuels incisifs, Gilbert et George, artistes anglais, retracent leurs sensations et leurs émotions de tous les jours. C'est une œuvre réalisée à deux dans un paradoxe permanent. Certaines juxtapositions d'images se trouvent reliées entre elles par une véritable circulation graphique qui les fait fusionner naturellement. Tout est en tout, et la vie se découpe, se disloque, se décompose, s'anéantit. Le but de Gilbert et de George, c'est de « *frapper le spectateur avant qu'il n'ait le temps de réfléchir* » ; leur réussite est complète.

S. A.

• *Gilbert and George, jusqu'au 1er juin.*

EN COULISSE

Après *les Fourberies, le Malade imaginaire*

Le succès des *Fourberies de Scapin*, de Molière, filmé par Roger Coggio avec le patronage de la Fédération de l'éducation nationale, a amené la Mutuelle nationale des étudiants de France à monter, avec le concours de la compagnie Jean-Michel Rabeux, *le Malade imaginaire* de Molière, dans un lieu fréquenté par des jeunes : le théâtre de la Cité internationale universitaire à Paris (6 mai-27 juin).

L'interprétation sera assurée par des jeunes comédiens — certains sortant de l'Ecole nationale de Strasbourg — comme Francis Arnaud (Argand), ayant travaillé aux centres dramatiques nationaux de Caen et de Nice. La mise en scène sera de Jean-Michel Rabeux, licencié de philosophie venu au théâtre, qui campera aussi Béralde.

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Annecy. Théâtre : *La tempête*, de Shakespeare, mis en scène par François Marthouret. Centre d'action culturelle. Le 8 mai.

Vannes. Théâtre : *Oncle Vania*, de Tchekhov, présenté par le théâtre du Bout du Monde, mis en scène par Robert Angebaud. Palais des arts, à 20 h 45. Le 8 mai.

Denain. Musique : *concert avec l'Orchestre philharmonique de Lille*, qui présente la 2e Symphonie de Brahms, sous la direction de Ralf Weikert. Théâtre, à 20 h 30. Le 8 mai.

C'EST LA FETE DES FLEURS



Géraniums Fuchsias
Bégonias Pétunias
Sauges Œillets d'Inde
Roses d'Inde
Agératums Coléus
Impatiers Tomates Etc ...

FLEURS • PLANTS • PLANTS
DEUIL • MARIAGE

ÉTABLISSEMENTS HORTICOLES PATRICE GROS
39120 LE DESCHAUX ☎(84) 71 04 83

Vingt ans après

«West Side Story», de Robert Wise

BANANES, jeans usés, cravatte fine, œil mauvais... Ils parlent comme des loubards, ils marchent comme des loubards, ils jouent comme des loubards. Ce sont les *Sharks* et les *Jets,* ces deux bandes rivales portoricaine et américaine, toujours en lutte pour la domination des quartiers déshérités du West Side de New-York, et qui depuis vingt ans n'en finissent pas d'humecter les paupières avec leurs regards enfiévrés de chiens perdus sans collier.

Emportés par le lyrisme ampoulé de la chorégraphie de Jérôme Robbins et de la musique de Leonard Bernstein, les morceaux de bravoure se succèdent : bagarres sanglantes sur rythme syncopé, ballets éblouissants d'une jeunesse désœuvrée, images fulgurantes d'un bal échevelé...

Pourtant, faut-il l'avouer ? Malgré tout le bonheur de ces retrouvailles avec les héros du passé, on ne croit plus à leur histoire qu'à moitié. A l'instar des couleurs défraîchies de la copie du film, les protagonistes de cette sombre tragédie n'ont pas bien vieilli.

Qu'il s'agisse de Tony et Maria, amants malheureux, Roméo et Juliette de banlieue, ou des chefs de bandes et de leurs comparses, violents au cœur tendre, chacun des personnages, avec ses faux airs de révolte et sa quête d'absolu, fleure par trop le romantisme sirupeux.

Immigration, racisme, désarroi des jeunes générations... A peine abordés, les problèmes sont recouverts d'une mièvrerie unanimiste et conformiste.

Il est vrai qu'à l'époque on découvrait le twist, on croyait en l'avenir du Coca-Cola. Il n'y avait eu ni guerre du Viêt-nam, ni punk, ni crise... On pouvait rêver ? Même dans les tragédies ?

Didier MÉREUZE

A L'ECRAN

Comme au bon vieux temps, *de Jay Sandrich. Avec Goldie Hawn.* Jay Sandrich a lorgné comme il l'a pu sur les « grandes comédies américaines », façon Hawks ou Capra. A chaque image son gag. A chaque réplique, un mot d'humour. Trop, c'est trop. Forcer n'est pas jouer.

Comme un homme libre, *de Michael Man. Avec Peter Strauss.* Condamné à perpétuité, il court, il court, l'homme, entre les quatre murs de la cour de sa prison. Il court tant qu'on le chronomètre, et que l'on va tenter de le « récupérer ». Un film mieux que séduisant, superbement interprété par Peter Strauss qui n'a pas seulement de beaux biceps...

La Formule, *de John G. Avildsen. Avec Marlon Brando, Marthe Keller, George Scott.* Ni vrai polar, ni film d'espionnage. Mais une petite histoire façon médiocre téléfilm. Brando n'apparaît que deux ou trois fois, le temps de montrer ses lunettes, sa calvitie, son ventre bedonnant, et d'articuler comme s'il perdait son dentier.

La puce et le Grincheux, *de Walter Bernstein. Avec Walter Matthau, Julie Andrews, Tony Curtis, Sara Stimson.* Encore une de ces comédies comme jadis « au bon vieux temps ». Les chœurs maladroits des vieux garçons endurcis craquent devant l'ingénuité maligne des petites filles. Walter Matthau est grincheux à souhait, et la nouvelle Shirley Temple, Sara Stimson, tout à fait délicieuse. Mais la comédie s'étire... et lasse.

C.M.

Les Who à la rescousse de Mc Vicar

Produit par les Who, interprété par Roger Daltrey, *McVicar,* vraie histoire du vrai truand, ex-prisonnier, ex-évadé, aujourd'hui journaliste, écrivain et... scénariste. Film inégal mais « bien ficelé », a surtout un atout : sa musique, interprétée en grande partie par les anciens Who. Rock et rythme, chansons en ballades romantiques sur fond de guitare sèche. Le 33 tours, en définitive, veut beaucoup mieux que le film.

• McVicar, *Polydor, POL 365-2302 102 : cassette 3100 570.*

getrabat S.A.
SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION
getrabat S.A.
33, RUE LEDRU-ROLLIN
670.21.76 94200 IVRY

CINEMA

Recalé à la première épreuve

«Le bahut va craquer!», de Michel Nerval



SI vous êtes mère célibataire ou si vous êtes abandonnée par votre mari, vous avez tous les risques qu'il arrive la même chose à votre fille. C'est bien connu ! Premier point.

Mais rassurez-vous, il n'y a aucune honte à être mère célibataire, même lorsque l'on est lycéenne. Deuxième point. Ouf, on a eu peur !

Les professeurs sont presque tous (eh! oui, l'exception confirme la règle!) des imbéciles incompétents, des illuminés, des refoulés ou des sadiques. Et les études entravent la liberté des adolescents. Qui ne le sait pas ? Troisième point.

Mais il suffit d'un bon concert de rock pour que tout le monde libère ses inhibitions, devienne symphatique, donc intelligent, et s'accorde à chanter *We want freedom* (chanter la liberté en anglais, cela fait évidemment plus libre, vous en conviendrez !)...

Voilà en raccourci les grandes lignes de ce film qui a de quoi faire exploser les parois cervicales les plus endurcies. Parler de fil conducteur témoigne encore de trop d'indulgence pour cette succession de caricatures, d'images de lavasse, de sabots encroûtés de boue, de clichés grotesques sur les races, les comportements humains, les classes sociales qui, sous couvert de proclamer la « libération » des jeunes, brandit l'étendard de l'abrutissement généralisé.

Il participe à la politique du gouvernement en cours, qui se taxe de libéralisme alors qu'il amène les individus, par les réformes de l'enseignement et les informations diffusées par les médias, à déprécier l'instruction et la réflexion, sources de liberté, et à s'éloigner d'elles. Pouvoir... Pouvoir... Quel abus commet-on en ton nom ! Mais qui est encore dupe ?

Peut-être, justement, les jeunes entre treize et vingt ans pour lesquels ces produits standardisés sont fabriqués au même titre que les tee-shirts, les revues ou les savonnettes, dans le grand bazar de la consommation à outrance des produits imbuvables mais phosphorescents. Tellement d'ailleurs qu'ils en deviennent transparents, éclairés par la lumière du vide. Il suffit de regarder les recettes enregistrées par *les Sous-Doués* ou *la Boum,* par exemple, quoique ces films soient moins mauvais que ce nouveau-né.

Si je vous disais que le scénariste et metteur en scène du *Bahut va craquer,* Michel Nerval, est ancien assistant de cinéastes aussi talentueux que Luis Bunuel et Vittorio de Sica, il y a de quoi rire aux éclats ou « craquer », non ?

Petits sous... Petit sous... Quels abus commet-on en ton nom !

Mireille DUMAS

La jeune fille et la mort

«Les Ailes de la colombe», de Benoît Jacquot

VENISE, ville des reflets, de l'incertain. Ville des souvenirs, du rêve, et de la mort. Beauté, art et soleil mêlés. A Venise, ville des errances et des cœurs en déroute, se nouent et se dénouent les histoires les plus romanesques, les drames les plus sombres ou les plus secrets...

A Venise, se rencontrent Marie (Isabelle Huppert), douce et fragile jeune fille, riche héritière, atteinte d'un mal obscur aussi bien qu'incurable, Catherine (Dominique Sanda), aventurière et prostituée de luxe dont la beauté fascine Marie, et Sandro (Michele Placido) sombre et séduisant Vénétien sans le sou, qui, d'un seul regard, est tombé amoureux de Catherine.

D'imperceptibles liens, de subtils sentiments se tissent entre les trois personnages. Catherine, Sandro, agissent-ils par amitié ? Cupidité ou grandeur d'âme ? Au centre de cette trame embuée, Marie. Claire, limpide, pure comme la colombe, doucement résignée à la mort, effleurant de ses ailes délicates tout ce qui l'entoure pour le transfigurer...

D'aimable badinage sur fond de Venise rayonnante, de fantaisie légère sur quelques notes de Schubert, l'atmosphère, imperceptiblement, se fait plus lourde, plus opaque. Chargée de non-dits, de toute la complexité des sentiments diffus.

Nous entrons de plain-pied dans l'univers sulfureux de James, monde du mot banal, de la surface lisse derrière laquelle sourd l'indicible angoisse, le mal-être, l'inquiétant.

Insensiblement, Venise s'obscurcit. La pluie tombe sur le Vaporetto...

Adapter *les Ailes de la colombe* au cinéma relève de l'exercice le plus périlleux. Benoît Jacquot et Florence Delay (coscénariste du film) sont parvenus à restituer l'univers de James dans son essence-même.

Mais pourquoi diable avoir tenu à propulser ces personnages d'un autre temps dans notre époque ? L'éloignement, le flou, l'équivoque, participent de la poésie. Et l'histoire, crédible à un siècle ou presque, de distance, ne l'est plus guère aujourd'hui. Aventurières au grand cœur, belles héroïnes se mourant de consomption, viennent durement se heurter à des vêtements sèchement contemporains. Décidément, la nostalgie n'est vraiment plus ce qu'elle était...

Colette MILON



Isabelle Huppert et Michele Placido.

Jeudi 7 mai

19 h 45 — Journal.

20 h 20 — Campagne électorale. Valéry Giscard d'Estaing (20 mn), François Mitterrand (20 mn).

21 h 15 — Salut champion.
Série en sept épisodes. Réalisation : Serge Friedman.
Cinquième épisode : Dans la route des géants.
Avec Jacques Charrier, Angelo Bardi, Chantal Nobel, André Pousse et Jacques Duby.
Vincent et Juliette suivent le Tour de France moto. Ils s'intéressent tout particulièrement à deux coureurs.

22 h 10 — Karnak.
Emission de Christine Bertholliер. Réalisation : Jean Bertho. Karnak, la maison de Dieu... L'Egypte d'hier et d'aujourd'hui.



17 h 20 — Fenêtre sur... La peur des loups.
Emission de Francis Bouchet. Avec Gérard Menatory, un passionné des loups, qui vit au milieu d'eux, dans les montagnes.

19 h 45 — Top Club.

20 h 00 — Journal télévisé.

20 h 45 — La blonde de Pékin.
Film de Nicolas Gessner (1967). Avec Mireille Darc, Claudio Brook et Edward G. Robinson.
On retrouve une jeune blonde inanimée dans une rue de Paris. Très vite, tous les poncifs de la comédie d'espionnage vont défiler : une femme tatouée, le FBI, un savant nucléaire chinois, un espion beau gosse : un vrai régal !

21 h 10 — L'Héritier des Mondésir.
Film d'Albert Valentin (1939). Avec Fernandel, Jules Berry et Elvire Popesco.
Le vieux baron, qui vient de mourir, a légué tout ses biens au facteur du village, qui n'est autre que son fils naturel.

22 h 50 — Journal.

23 h 10 — Campagne électorale. Valéry Giscard d'Estaing (20 mn), François Mitterrand (20 mn).

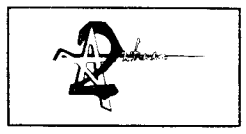
Vendredi 8 mai

19 h 45 — Journal télévisé.

20 h 20 — Campagne électorale. François Mitterrand (10 mn), Valéry Giscard d'Estaing (10 mn).

20 h 45 — Au théâtre ce soir. La coquine.
Pièce d'André Roussin. Mise en scène : Bernard Dhéran. Réalisation : Pierre Sabbagh. Avec Marion Game, Christine Muller, Henri Courseaux et Bernard Dheran.
Isabelle vit avec sa mère dans une maison près du Vatican. Eprise d'Adriano, comérier du pape, elle espère obtenir l'annulation du mariage de celui-ci avec Paola.

22 h 50 — Pleins feux.
Magazine de José Artur. Présentation de la pièce *A Memphis, il y a un homme d'une force prodigieuse*, de Jean Audureau ; mise en scène : Henri Ronse (Théâtre national de l'Odéon). Danse : Nederlands Dans Theater. Colonne Morris : Atahualpa Yupanqui, poète et chanteur argentin, au Petit Forum.



19 h 45 — Journal.

20 h 20 — Campagne électorale. François Mitterrand (10 mn), Valéry Giscard d'Estaing (10 mn).

20 h 45 — Médecins de nuit. La pension Michel.
Série de six épisodes. Réalisation : Jean-Pierre Prévost. Avec Catherine Allégret, Agnès Chateau, Madeleine Barbulée, Catherine Hubeau.
Une grand-mère de quatre-vingt-trois ans est très malade. Les vieillards de la maison de retraite où elle finit ses jours décident d'organiser une dernière fête en son honneur.

21 h 45 — Apostrophes. Mariage et adultère.
Emission de Bernard Pivot. Réalisation : François Chatel. Avec Georges Duby : *le Chevalier, la Femme et le Prêtre* (Hachette) ; Jean-Louis Flandrin : *le Sexe et l'Occident* (le Seuil) ; Olivier Poivre d'Arvor : *Apologie du mariage* (La Table ronde) ; Martine Segale : *Amour et mariage dans l'Ancienne France* (Berger-Levrault) ; Pierre Darmon : *Gabrielle Perreau, femme adultère* (Grasset).

23 h 15 — Ciné-Club. Monnaie de singe.
Film de Norman Z. McLeod (1931). Avec les Marx Brothers.
Quatre passagers clandestins, à bord d'un paquebot, veulent se faire passer pour Maurice Chevalier et entreprennent de libérer la fille d'un gangster connu, prisonnière d'une bande adverse.



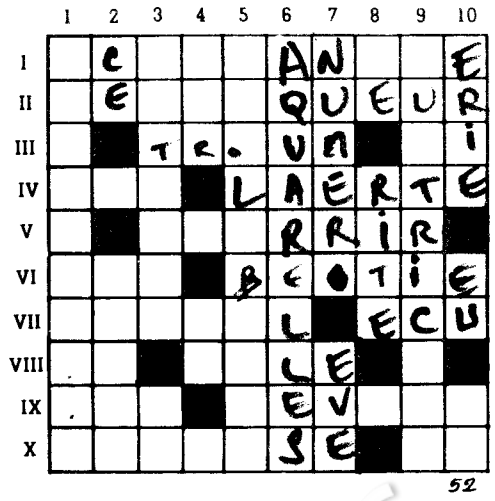
Chico Marx et Harpo Marx ont fait un prisonnier.

20 h 30 — Le nouveau vendredi. Antony et Adrien.
Emission d'André Sabas. Enquête de Michel Drhey.
Adrien a quarante et un ans ; Antony quatorze ans. Tous deux sont devenus handicapés à la suite d'un accident de voiture. Tous deux parlent de leur vie d'aujourd'hui.

22 h 35 — Journal.

23 h 00 — Campagne électorale. François Mitterrand (10 mn), Valéry Giscard d'Estaing (10 mn).

Mots croisés par Lionel



PROBLEME N° 52

Horizotalement. — I. Il a pris de la bouteille avec son autonomie. - II. Vend la mèche. - III. Un véritable remède de cheval. Note. - IV. Solution. Père d'Ulysse. - V. C'est le but de tout métier pour son homme. - VI. Fritz en littérature, par exemple. Ses habitants passaient pour un peu demeurés. - VII. Lever la patte est chez lui un geste assez dérisoire. Bouclier. - VIII. Conjonction. Sous le chapiteau. - IX. Canton suisse. Ce n'est pas cela qui fera baisser la baguette ! - X. Vagabonde. Note.

Verticalement. — 1. Une bonne claque dans le dos peut le réveiller, s'il en est besoin. - 2. Démonstratif. Un lieu propice aux contacts humains. - 3. Arme d'Agatha Christie. Statu quo. - 4. Lieu de rencontres. Constat d'échec. - 5. Sorte d'étourneau. - 6. D'aucuns leur préfèrent la peinture à l'huile. - 7. S'il est bon, on souhaite qu'il sorte. Eut peut-être la dent et sûrement l'Adam. - 8. Préfixe. Espèce de pompe. - 9. Très important dans la police. - 10. Grand lac. Coincé. Symbole.

SOLUTION N° 51

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	E	C	H	E	A	N	C	I	E	R
II	H	A	I	G	R	I	O	T	T	E
III	P	R	E	A	U	■	O	U	E	L
IV	A	R	R	I	M	E	U	R	■	U
V	T	E	■	L	■	T	I	E	D	I
VI	E	■	A	L	I	E	N	E	E	S
VII	M	O	Y	E	N	N	E	■	L	A
VIII	E	S	■	S	■	D	R	A	I	N
IX	N	E	O	■	O	U	I	N	E	T
X	T	E	R	R	I	■	E	S	S	E

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« *COMBAT SOCIALISTE* », 5 jours
« *L'UNITÉ* », hebdomadaire, le 6e jour

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Jeudi 7 mai

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30 — Quotidien concert.
Schola Cantorum de Caracas. Direction : Alberto Grau. Encina : *Kuku cucu cucucu, Ay ! triste que vengo*. Cabezon : *Jesu Cristo hombre y dios*. Flecha : *Teresica Hermana*.

20 h 05 — Orchestre philharmonique de Berlin.
Ken Noda, piano. Direction : Claudio Abbado. Mozart : *Ouverture italienne, symphonie n°32 en sol majeur*, K 318 ; *Concerto pour piano n°24 en do mineur*, K 491. Brahms : *Première Sérénade*.

FRANCE-CULTURE

14 h 05 — Un livre, des voix.
John Ruskin (1819-1900). Emission de Jean-Pierre Colas.
Celui qui fut, pour Proust le directeur de conscience de son temps.

20 h 00 — Théâtre romantique.
Lucrèce Borgia, de Victor Hugo. Avec J. Danno, J. Topart, J.-P. Richepin, S. Artel, J. Cornet, J.-L. Philippe. Réalisation : Jean-Pierre Colas.

Vendredi 8 mai

FRANCE-MUSIQUE

20 h 20 — Orchestre symphonique de Baden-Baden. Avec Martin Ostertag, violoncelle. Direction : James Loughra Walton : *Variations* sur un thème d'Hindemith. Hindemith : *Concerto pour violoncelle*. Brahms : *Première symphonie en mi mineur*, opus 68.

0 h 05 — Jazz forum. Emission d'André Francis et Lucien Malson. Festival de musiques improvisées de Sens. Cinq jours de jazz à Grenoble. Avec Dominique Pifarelli, Louis Sclavis, Christian Lete, Pierre Blanchard, Jean-Charles Capon. Siegf Kessler et Bernard Lubat.

Auto-écoles en panne de permis

« Un mois sans permis ça suffit », « Plus de 100 000 candidats dans l'attente de l'examen ». Banderoles déployées, les patrons, moniteurs et élèves d'auto-écoles ont manifesté leur « ras-le-bol », mercredi 6 mai à Paris.

Réunis à l'appel de l'ADECA (Association pour la défense de l'ensignement de la conduite automobile), les manifestants ont exigé la satisfaction immédiate des revendications des inspecteurs du permis de conduire dont la grève, à l'initiative de FO, dure depuis le 6 avril. Ils se sont rendus successivement aux permanences de MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand ainsi qu'à l'Hôtel-de-Ville de Paris.

Au siège du PS, une délégation a été reçue par Alain Busnel, secrétaire national. De son côté, François Mitterrand devait faire parvenir ce jeudi 7 mai, une lettre à Maurice Pissaruk, secrétaire de l'ADECA, dans laquelle le candidat de la gauche s'engage, s'il est élu, à faire de ce conflit une tâche prioritaire du futur ministre des Transports.



Peugeot perd son procès contre Georges Séguy

LA société Peugeot a été déboutée, mercredi 6 mai, par le tribunal civil de Paris, de l'instance qu'elle avait engagée contre Georges Séguy en raison des déclarations de ce dernier à la radio commentant le suicide d'un délégué du personnel des usines de Sochaux, Philippe Marchau, âgé de vingt-six ans.

Le jeune militant CGT s'était donné la mort sans expliquer son geste, mais le secrétaire général de son syndicat avait alors déclaré que Philippe Marchau avait été *« poussé à son acte de désespoir par les persécutions de la direction de Peugeot »*. S'estimant diffamée, la direction de la firme automobile demandait le franc symbolique de dommages et intérêts.

Comme l'avait fait valoir l'avocat de Georges Séguy, lors de l'audience du 8 avril dernier (voir *Combat socialiste* des 11, 12 et 13 avril), le tribunal a constaté que l'action judiciaire se trouvait prescrite en vertu de la loi sur la presse, par la faute même de la partie civile qui était restée plus de trois mois sans accomplir un acte de procédure. Le tribunal n'a donc pas eu à se prononcer sur le fond dans ce dossier.

Nationalisations: les erreurs de Giscard

par Michel CHARZAT*

AU cours du face-à-face de mardi soir, Valéry Giscard d'Estaing a indiqué que *« le programme de François Mitterrand conduirait à ce que 50 % du secteur industriel serait nationalisé »*. Il importe de remettre nettement les choses au point.

1. Le secteur nationalisé représente, aujourd'hui, dans l'industrie: 10 % des effectifs industriels; 15 % de la valeur ajoutée; 18 % des investissements.

Au regard des engagements d'extension du secteur public (les neuf grands groupes industriels, plus la sidérurgie), les effectifs du nouveau secteur public industriel représenteraient 20 % des effectifs totaux de l'industrie française, soit un cinquième des salariés de l'industrie et un dizième de l'ensemble des salariés.

2. Par rapport aux autres éléments de référence (valeur ajoutée, investissements), il convient de se référer prioritairement à l'investissement.

Le total de l'investissement dans l'économie française se monte (chiffres de 1979) à 256 milliards de francs:

— 62 milliards de francs relèvent des investissements des grandes entreprises nationales non industrielles, au sens de la nomenclature officielle (EDF, PTT, etc.);

— 68 milliards de francs relèvent de l'investissement industriel, dont 10 milliards provenant de l'actuel secteur public industriel (SNECMA, SNIAS, COGEMA, Renault...).

— 2 milliards de francs proviennent de la sidérurgie (déjà nationalisée de fait par la droite).

Le nouveau secteur public industriel représenterait moins de 10 milliards d'investissements supplémentaires.

Au total, la part globale du secteur public industriel représenterait environ 30 % de l'investissement industriel national, contre 15 % aujourd'hui; mais moins de 10 % de la part totale des investissements dans le produit intérieur brut.

Il est donc aberrant de prétendre que l'extension du secteur public conduirait à une « socialisation » de l'économie française.

3. Sur un plan directement politique, il s'agit de faire ressortir qu'une politique industrielle volontariste implique l'existence d'entreprises publiques dynamiques, capables de restructurer le tissu industriel et d'orienter la production dans les secteurs d'avenir ou vitaux pour l'indépendance nationale.

Les nationalisations envisagées concernent exclusivement des groupes qui jouent la logique de la multinationalisation au détriment de l'intérêt national, préférant abandonner leurs propres usines en France pour rechercher le profit maximal à l'extérieur. Cette logique provoque une dynamique d'affaiblissement de l'appareil productif, un recul de la part de la production française sur le marché national (quinze points de perdus depuis dix ans), la multiplication des faillites pour les petits producteurs indépendants (17 000 faillites en 1980). L'achèvement de la nationalisation des circuits financiers et le contrôle public des pôles dominants de l'industrie libéreraient des centaines de milliers de petits producteurs indépendants du carcan qui les étouffe actuellement.

Ainsi, à côté du secteur public industriel, pourrait se développer un puissant secteur privé: la relance de la demande intérieure et l'organisation d'un environnement favorable à la création des entreprises privées constitueront de puissants stimulants pour la reconquête du marché intérieur et la revitalisation du tissu industriel.

* *Secrétaire national du PS*

Procès d'intention

« A partir du moment où il y aura la nationalisation de tout le système bancaire, les petites entreprises n'oseront plus investir. » Le candidat sortant n'en est pas à un procès d'intention près, quand il s'agit de mobiliser dans la peur cette partie de l'électorat dont on dit qu'elle a massivement voté pour Jacques Chirac au premier tour, irritée qu'elle était d'avoir été si peu choyée pendant sept ans. Car enfin, par quels mystérieux raisonnements économiques Valéry Giscard d'Estaing peut-il expliquer que des banques nationalisées, demain, n'accorderaient plus de crédits aux petites entreprises dont tout le monde s'accorde à dire qu'elles constituent l'une des composantes essentielles du tissu économique français et l'un des secteurs prioritaires d'embauche ? **D F**

DERNIERE HEURE

Le chef de la maison militaire de Juan Carlos assassiné à Madrid

Trois personnes, dont un général, sont mortes ce jeudi dans un attendat à l'explosif en plein centre de Madrid.

Le général assassiné est le chef de la maison militaire du roi et premier aide de camp du souverain, le général Joaquin de Valenzuela.

Un colonel et un soldat ont été tués en même temps.

• **Les artistes expulsés** du 55, rue de Montparnasse, 75014 Paris, improvisent sur place une exposition consacrée aux destructions d'ateliers, le vendredi 8 mai, à 18 heures, avec la participation de nombreux peintres, sculpteurs et autres créateurs.

«Papon démission!»

Me Klarsfeld produit de nouveaux documents contre l'organisateur des déportations à Bordeaux

SERGE KLARSFELD, porte-parole des Fils et Filles de déportés juifs en France, a demandé la démission du ministre du Budget. A l'appui de sa requête, Me Klarsfeld a produit plusieurs documents émanant du Sicherheits-Dienst (service de sécurité SS), qui exigeait le transfert de juifs de la région de Bordeaux, où Maurice Papon était secrétaire général de la préfecture, au camp de regroupement de Drancy, puis au camp de concentration d'Auschwitz.

Gabriel Delaunay, préfet en retraite, chef régional des Mouvements unis de résistance (MUR) en Aquitaine à la Libération, a déclaré : *« Je n'ai jamais entendu dire que M. Papon avait été mêlé à des activités antisémites. Cependant, je ne l'ai jamais considéré comme étant un résistant. Ni comme un collaborateur. Il est exact que moi-même et le comité départemental de libération sommes intervenus pour protester contre sa nomination comme préfet des Landes, le 22 août 1944. Nous pensions qu'il était impensable qu'un fonctionnaire de Vichy soit préfet de la nouvelle république. Cette nomination a été annulée le lendemain. »*

Trois anciens commissaires de la République à Bordeaux, Maurice Bourges Maunoury, Jacques Soustelle et Gaston Cusin, ont condamné les accusations dont le ministre fait l'objet, *« alors qu'ils ont eu une connaissance pleine et entière de son comportement politique et humain sous l'occupation »*.

Maurice Papon, interrogé par nos confrères du journal *le Monde* sur ses activités antisémites, a déclaré : *« Tout cela ne m'émeut pas beaucoup »*, affirmant que *le Canard enchaîné* lui cherchait *« des poux dans la tête »* pour se venger du contrôle fiscal qu'il avait ordonné...

Manifestation pour les grévistes de la faim à Massy

UN millier de personnes se sont rassemblées mercredi devant la gare de Massy-Palaiseau (Essonne), et ont défilé dans les rues de la ville pour témoigner leur solidarité aux vingt et un Tunisiens, en grève de la faim depuis le 22 avril afin de pouvoir résider et travailler légalement en France. Des élus municipaux, dont le maire adjoint de Massy (union de la gauche), M. Bernard Burel, ceint de son écharpe tricolore, participaient à cette manifestation.

Les unions départementales CFDT et FO, l'union locale CGT ainsi que de nombreuses organisations religieuses, humanitaires et anti-racistes (FASTI, CILADE, MRAP, ligue des droits de l'homme, etc.) avaient appuyé cette initiative de même que le PS et d'autres formations politiques de gauche

Prenant la parole à cette occasion, les responsables du Collectif de soutien ax grévistes, qui entament le 7 mai leur seizième jour de jeûne, ont demandé une régularisation rapide de la situation de ces hommes dont l'état de santé, selon les médecins qui les surveillent, se détériore de jour en jour. L'un d'entre eux, a dû être hospitalisé d'urgence jeudi pour recevoir des soins, mais a demandé ensuite à réjoindre ses camarades.

« Il faut faire très vite et la responsabilité serait lourde pour ceux qui tarderaient à répondre à une revendication légitime », a déclaré à ce propos M. Jean Legarrec, membre du bureau exécutif du PS.